

Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT
10 JUL. 2018
DRCL - PLATEFORME

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) Année 2017

La Loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes en situation de handicap (moteur, sensoriel, mental, psychique) ou à mobilité réduite (ensemble de personnes qui éprouvent des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente).

Une des dispositions de la Loi est la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants.

L'ordonnance n°1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, élargie la CCA à tous les usagers sous forme d'observatoire de l'accessibilité. Ainsi aux collègues des élus et des personnes en situation de handicap, se rajoute des représentants des personnes âgées, des acteurs de la vie économique et d'autres usagers de la Ville nommés par Monsieur le Maire. Y siègent sept élus, cinq représentants d'associations liées au handicap et leurs suppléants, un représentant des personnes âgées, un représentant des acteurs économiques, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les consommateurs et les usagers de la Ville.

La CCA a comme obligation d'établir un rapport annuel. Ce document a de multiples vocations. Il doit permettre de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions,

d'informer les associations représentant les personnes handicapées ou à mobilité réduite, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre, d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune.

Le contenu du rapport pour l'année 2017 : Le présent rapport dresse un bilan des activités de la Commission Communale pour L'Accessibilité :

1. La mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP)

L'ADAP de la Ville de Montpellier concerne plus de 305 ERP (Etablissements Recevant du Public) sur 248 sites. Sa mise en œuvre est programmée sur une durée de 9 ans, séquencée en 3 périodes de 3 ans. Son financement, sur 9 ans, représente 35 Millions d'euros au total. La première période couvre les années 2016/2018 pour un montant de 9 millions d'euros. La seconde période couvre les années 2019-2021 pour un montant de 15 millions d'euros. Et enfin, la troisième période couvre les années 2022-2024 pour un montant de 14 millions d'euros.

2. Le bilan des activités des groupes de travail « Espaces publics » et « ERP »

-ZAC République : Le Projet d'aménagement de la future ZAC République a été réalisé selon l'idée de la Conception Universelle et d'accessibilité pour tous avec de nombreuses réunions de concertations et d'ateliers avant-projet avec les associations de personnes handicapées et à mobilité réduite ayant permis d'intégrer leurs besoins et idées dans l'avant-projet ;
-Projet « SMART PARKING » : développement d'une application sur smartphone permettant le recensement des places de stationnement disponible (valides et PMR) avec des capteurs spécifiques.

3. L'inclusion des personnes en situation de handicaps dans la Ville

- Une action impulsée sur la ville grâce à l'action d'un chef de projet à temps plein dans le service de la cohésion sociale ;
-Handi'Com : l'évènement 2017 sensibilisation de 800 enfants durant le temps scolaire aux thématiques du Handicap, et mettre en avant les intérêts du sport partagé ;
- Séminaire de la Direction de l'Education pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap : l'objectif d'harmoniser les pratiques de tous les intervenants sur les temps scolaires et périscolaires a été poursuivi. Un guide a été produit et diffusé auprès de tous les professionnels à l'issue ;
- Le Recensement de l'offre culturelle pour les « Publics Empêchés » dont les personnes en situation de handicap a permis d'identifier les besoins de communication et actions les plus adaptées.

Ce rapport a été transmis puis discuté le 29 mai 2018 avec les membres de la CCA réunie en commission plénière. Il est aussi, le fruit des réunions des Groupes de Travail « Mobilité », « Cadre Bâti », « Accès aux droits et à l'Information », issus de la CCA et qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2017 en assemblée, en ateliers ou sur le terrain. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville et de la Métropole directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation de handicap.

Après validation par le Conseil Municipal, le rapport 2017 sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CCA 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT
10 JUIL. 2018
DRCL - PLATEFORME

COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ

RAPPORT ANNUEL 2017



montpellier.fr

PHILIPPE SAUREL
MAIRE DE MONTPELLIER
PRÉSIDENT DE LA MÉTROPOLE



SOMMAIRE

Définitions	Page 2
Introduction	Page 3
1/ Voirie et espaces publics	Page 8
2/ Services de transports collectifs et l'intermodalité	Page 26
3/ Cadre bâti – Établissements Recevant du Public	Page 39
4/ Cadre bâti – Logements	Page 50
5/ L'accès aux services publics municipaux pour tous	Page 52
6/ Permettre une meilleure inclusion des personnes handicapées par des actions de sensibilisation du public	Page 63
7/ La Communication et l'Information	Page 66
8/ Les actions en faveur de l'emploi des personnes handicapées	Page 68
Annexes	Page 72

DEFINITIONS

PH : Personne Handicapée La loi du 11 février 2005 précise qu'au sens législatif constitue un handicap « *toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant* ».

PMR : Personne à Mobilité Réduite « *Ensemble des personnes qui éprouvent des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente. Il s'agit de toutes les personnes qui ont une difficulté, telles que les personnes en situation de handicap (comprenant les personnes ayant des incapacités sensorielles ou intellectuelles, les personnes ayant des incapacités motrices et les personnes en fauteuils roulants), les personnes de petite taille, les personnes avec des bagages encombrants, les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes avec des chariots à provisions et des personnes avec de jeunes enfants (y compris des enfants en poussette)* ».

CU : La Conception Universelle est une stratégie qui vise à concevoir des services et produits afin que toute personne sans distinction d'âge, de genre, de capacité ou d'origine puissent avoir les mêmes opportunités de comprendre, d'accéder et de participer pleinement aux activités sociales, culturelles et de loisirs, de la manière la plus indépendante possible. Elle privilégie l'intérêt général et non l'intérêt personnel. Exemples : élaboration d'un projet architectural, création d'objets de tous les jours (télécommande TV, valises à roulettes, domotique, trottoirs abaissés pour les fauteuils roulants profitent aussi aux parents ayant des poussettes, aux livraisons, déménagements, etc.). Ainsi, une action élaborée pour une seule catégorie de personne n'est pas une Conception Universelle qui est plus ambitieuse. Le but de la démarche avec les associations de personnes handicapées ou à mobilité réduite (PMR), est d'intégrer, autant que possible, leurs questions et visions de l'espace et de leurs usages. C'est un processus de co-créativité impliquant les retours des utilisateurs finaux qui permet d'anticiper en amont les erreurs de construction qui pourraient être effectuées et de réduire ainsi le surcoût des modifications des structures initiales.

ERP : Les Etablissement Recevant du Public sont des bâtiments dans lesquels des personnes extérieures sont admises. Ils sont classés par catégorie, en fonction de la capacité d'accueil du bâtiment (5^e Catégorie > établissements accueillant un nombre de personnes inférieur au seuil dépendant du type d'établissement, 4^e Catégorie jusqu'à 300 personnes, 3^e catégorie de 301 à 700 personnes, 2^e catégorie de 701 à 1 500 personnes, 1^{ère} catégorie à partir de 1 501 personnes). Les ERP sont aussi classés par type en fonction de leur activité ou la nature de leur exploitation

Accessibilité : L'accessibilité permet l'autonomie et la participation des personnes ayant un handicap, en réduisant, voire supprimant les discordances entre leurs capacités, leurs besoins et leurs souhaits, d'une part, et les différentes composantes physiques, organisationnelles et culturelles de leur environnement, d'autre part.

INTRODUCTION

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes en situation d'handicap ou à mobilité réduite (PMR). Elle consacre un volet important à l'accessibilité, basée sur les principes de :

- la continuité de la chaîne de déplacement entre le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leurs intermodalités,
- « l'accès à tout pour tous ».

L'INSEE et la DREES (Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et de des Statistiques), estiment qu'en décembre 2017 près de 12 millions sur 67,1 millions de français sont en situation de handicap :

- 1,7 million de personnes ont un handicap visuel
- 5,4 millions ont une déficience auditive
- 3,5 millions présentent un handicap moteur (dont 650 000 en fauteuil),
- 1,4 million sont concernées par un handicap mental

On estime le nombre de personnes en situation de handicap (toutes formes de handicap) sur Montpellier à près de 28 000, soit environ 10% (moyenne nationale) des 282 143 habitants de la Ville, désormais classée 7^{ème} Ville de France (source INSEE). Pour information, la Métropole de Montpellier compte 457 839 habitants (source INSEE).

Auxquelles s'ajoutent toutes celles en situation de mobilité réduite, évaluées aussi à 10% de la population.

Ce principe fait référence au concept de **Conception Universelle** qui définit une stratégie qui vise à concevoir des services et produits **afin que toute personne** sans distinction d'âge, de genre, de capacité ou d'origine puissent avoir les mêmes opportunités de comprendre, **d'accéder et de participer** pleinement aux activités sociales, culturelles et de loisirs, de la manière **la plus indépendante possible**. Il est important de rappeler que dans le cadre de la **Conception Universelle**, l'étude bien amont des projets d'urbanisation avec des représentants de personnes à mobilité réduite, permet d'anticiper les erreurs de construction qui pourraient être effectuées et de réduire ainsi le surcoût des modifications pour corriger les structures initiales, les difficultés et les insatisfactions induites.

Selon la loi du 11 février 2005 : « *Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçue. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.* »

Cette notion s'incarne ainsi dans des champs pluri-thématiques dans la mesure où elle

concerne aussi bien l'accès à la scolarisation, au logement, à emploi, aux différentes pratiques, pour un grand nombre de catégories de personnes.

Elle demande d'interroger l'ensemble des éléments qui permet l'effectivité des diverses modalités d'accès :

- l'accès physique pour le cadre bâti, la voirie, l'utilisation des équipements...
- l'accès informationnel pour le repérage spatial,
- l'accès communicationnel pour la qualité de l'accueil,
- l'accès organisationnel afin d'offrir une équivalence de prestations par rapport à celles proposées au public valide.

La loi du 11 février 2005 fixait **sur 10 ans plusieurs échéances en termes de mise en accessibilité** :

- *au 1^{er} janvier 2010* :
 - Adoption du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et l'Espace public (PAVE)
 - Etablissement d'un diagnostic d'accessibilité pour les établissements recevant du public (ERP) les plus importants : catégories 1 et 2
- *au 1^{er} janvier 2011* : Diagnostic d'accessibilité pour les ERP de catégories 3 et 4
- *au 16 mai 2012* : Accessibilité des services de communication publique en ligne (Internet, téléphone...)
- *au 1^{er} janvier 2015* : Accessibilité des établissements recevant du public
- *au 12 février 2015* : Accessibilité des transports

Les évolutions réglementaires de la fin d'année 2014 : les Ad'AP

Toutefois, bien que la loi Handicap ait constitué une avancée importante en matière d'accessibilité, elle n'a néanmoins pas été suffisamment suivie d'effets. L'échéance du 1^{er} janvier 2015 pour la mise en accessibilité du cadre bâti et des transports étant difficile à respecter pour nombre d'acteurs publics et privés, le gouvernement par la **loi du 10 juillet 2014** a adopté des mesures législatives pour la mise en accessibilité afin de renforcer et de compléter la loi du 11 février 2005.

Ainsi, par ordonnance du 26 septembre, des décrets du 5 novembre et des arrêtés du 8 et 15 décembre 2014, des modifications ont été apportées aux dispositions législatives de la loi Handicap. A compter de cette date **et avant le 27 septembre 2015**, les gestionnaires des établissements recevant du public (ERP) avaient la possibilité, pour mettre leurs bâtiments en conformité avec les obligations légales, de s'engager par la signature d'un **Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP)**. **Cet acte d'engagement volontaire ne se substitue pas à la loi de 2005 mais la complète.**

L'Ad'AP est un document de programmation pluriannuel, qui précise la nature des travaux et leur coût et engage les gestionnaires d'établissement dans un délai de 1 à 3 ans pouvant aller, à titre dérogatoire jusqu'à 9 ans (quand le patrimoine bâti dépasse les 50 ERP), ce qui est le cas pour la Ville de Montpellier où **l'Ad'AP se poursuivra jusqu'en 2024**. Les projets Ad'AP sont validés par le Préfet.

L'ordonnance du 26 septembre 2014 précise aussi que la « **Commission Communale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées** » (CCAPH) se transforme en « **Commission Communale pour l'Accessibilité** » (CCA).

Elle est donc élargie à tous les usagers sous forme d'observatoire de l'accessibilité. Ainsi aux collèges des élus et des personnes en situation de handicap, se rajoute des

représentants des personnes âgées, des acteurs de la vie économique et des autres usagers de la Ville.

La législation permet de faire évoluer dans le temps le nombre et la qualité des représentants en fonction des sujets abordés.

La loi du 11 février 2005 indiquait que la **mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité** (article 46), était obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. La CCA de la Ville de Montpellier a été créée par délibération le 26 juillet 2010. La première séance plénière a eu lieu le jeudi 15 septembre 2011.

Son rôle, selon l'article 46 et l'article L. 2143.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, est :

- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire communal, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune,
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

La CCA a également comme **mission d'établir un rapport annuel, présenté au Conseil municipal puis transmis au Préfet, au Président du Conseil Départemental, au Conseil départemental consultatif des personnes handicapées, au Comité départemental des retraités et des personnes âgées, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés.**

Cette commission est présidée par Monsieur le Maire qui en arrête la liste des membres. Elle est composée d'élus et de représentants de la société civile. Elle est composée de la manière suivante :

□ Elus (9 sièges) :

- **Mme Annie YAGUE**, Adjointe au Maire, déléguée aux Affaires sociales et à la Solidarité ; à la Politique de la Ville ; à la Cohésion sociale ; à l'Age d'or et au Développement des Solidarités intergénérationnelles ; à la Lutte contre l'Exclusion et contre les Discriminations ; aux Relations culturelles ; à l'Accessibilité et au Handicap.
- **Mme Chantal MARION**, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie, à la Rénovation urbaine, au Logement,
- **M. Max LEVITA**, Adjoint au Maire, délégué à l'Administration générale aux Affaires juridiques ; aux Finances communales, au Budget et à l'Expertise financière ; l'Evaluation des politiques publiques ; à la Gestion active du patrimoine ; aux Relations avec les collectivités territoriales.
- **Mme Lorraine ACQUIER**, Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité, aux Relations aux Publics et aux Affaires militaires
- **M. Luc ALBERNHE**, Adjoint au Maire, délégué au Cadre de Vie, Coordination des Travaux, à Montpellier au Quotidien
- **Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA**, Adjointe au Maire déléguée aux Affaires économiques, au Commerce et à l'Artisanat, à l'occupation commerciale du domaine public
- **Mme Séverine SCUDIER**, conseillère municipale, déléguée au handicap auprès de Mme YAGUE, Adjointe au Maire,

- **M. Henri De VERBIZIER**, Adjoint au Maire, Délégué aux Espaces Verts, au Parc de Lunaret et aux **Commissions de Sécurité et d'Accessibilité** auprès de **M. LEVITA**,
- **M. Robert COTTE**, Adjoint au Maire Délégué au quartier Croix d'Argent, Conseiller Métropolitain, Vice-Président de l'Office Public de l'Habitat-ACM

□ **Associations liées au handicap (5 sièges) :**

- **Mme Jocelyne ROCHE** (Présidente du Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques de l'Hérault)
Suppléant : M. Gilles GRANGE
- **M. Alain MIRAULT**, (Association des Paralysés de France) représentant le handicap moteur. *Suppléante : Mme Catherine CHAPTAL*
- **M. Thierry JAMMES** (Fédération des Aveugles et Amblyopes de France-Languedoc Roussillon) représentant le handicap visuel. *Suppléant : M. Jacky LAPALUD*
- **M. Jean-Claude CAILLAUD** (Surdi 34) représentant le handicap auditif.
Suppléante : Mme Aïsa CLEYET-MAREL
- **M. Roger BOUDON** (APSH 34) représentant le handicap mental *Suppléante : Mme Nadia CHEBAIKI*

□ **Organisme représentant les personnes âgées (1 siège) :**

- **Mme Françoise BRETTON**, Directrice des Etablissements pour Personnes Agées (EHPAD) du CCAS

□ **Représentant des acteurs économiques (1 siège) :**

- **Mme Françoise MARTINEZ**, Chargée de mission Handicap et accessibilité à la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Montpellier

□ **Représentants d'autres usagers de la Ville (2 sièges) :**

- **Mme Simone BASCOUL**, association nationale de consommateurs et d'usagers CLCV (« Consommation Logement et Cadre de Vie »).
- **M. Cyril BUFFAT**, Office Public de l'Habitat (A.C.M) de Montpellier Méditerranée Métropole,

Au sein de la Ville de Montpellier, la CCA s'appuie sur l'organisation suivante :

- **le Conseil Municipal** qui valide le rapport annuel de la Commission Communale d'Accessibilité.
- **la commission plénière** : instance de concertation, de coordination et de proposition d'un programme d'actions. Elle réunit les élus, des membres de l'administration, les représentants d'associations liées au handicap, des bailleurs sociaux et des usagers.
- **les groupes de travail** : ils ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer des priorités d'intervention. Ils visent, dans une démarche partenariale et transversale, à trouver des solutions afin de rendre la ville plus accessible et d'intégrer pleinement les citoyens handicapés dans la vie de la cité. Ils sont composés de représentants des services de la Ville directement concernés par le sujet, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation d'handicap (cf. Annexe n°1).

Trois groupes de travail ont été mis en place. Ils visent à traiter l'ensemble des composantes de l'accessibilité :

- **le groupe de travail « Mobilité »** traite des questions de voirie, d'espaces publics, de stationnement, de transports et d'intermodalités (en lien avec les Services de Montpellier Méditerranée Métropole). Ce Groupe de Travail réunit les directions techniques de la Ville et est animé par la DAGEP (Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public) en lien avec la Direction de la Cohésion Sociale.
- **le groupe de travail « Cadre bâti »** aborde la question de l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP). Ce Groupe de Travail est piloté par la DAI (Direction Architecture et Immobilier) en lien avec la Direction de la Cohésion Sociale. Selon, l'ordre du jour, les directions de la Ville comme la DTM (Direction Travaux et Maintenance), la DE (Direction de l'Education), la DUVEP (Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public), etc. y sont associées. Des partenaires institutionnels (Chambre de Commerce et d'Industrie, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, **Montpellier Méditerranée Métropole**, etc. sont aussi invités.
- **le groupe de travail « Accès aux droits et à l'information »** traite de l'accueil ainsi que de l'accès des personnes handicapées aux différents services et offres relevant de la vie quotidienne et vie sociale et de la mise en place d'un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées. Piloté par la Direction de la Cohésion Sociale, il peut rassembler, entre autres selon les sujets abordés, des représentants du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), de la Direction des Sport et de la Jeunesse, de la DRP (Direction des Relations aux Publics), de la DSI (Direction des Systèmes d'Information), de la Direction de la Communication et de partenaires extérieurs comme l'association nationale de consommateurs et d'usagers CLCV (« *Consommation Logement et Cadre de Vie* ») et l'OPH-ACM (Office Public d'Habitat de **Montpellier Méditerranée Métropole**), etc.

La CCA établit un rapport de l'accessibilité sur le territoire communal. Ce document a de multiples vocations : il permet de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions, d'informer les associations représentants les personnes handicapées, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre.

En ce qui concerne la commune de Montpellier, ce présent rapport constitue un état des lieux de l'accessibilité du territoire qui permet de suivre les évolutions et les améliorations. Il traite de la question de l'accessibilité sous l'angle de la voirie et des espaces publics, des déplacements et de l'intermodalité, du cadre bâti et enfin il permet de recenser un certain nombre d'initiatives portées par la Ville afin de favoriser l'inclusion pleine et entière des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite dans la cité.

1/ VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

La loi du 11 février 2005 (article 45) renforce les obligations des communes en matière d'accessibilité et prévoit que **chaque commune doit élaborer un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (P.A.V.E.) avant le 1^{er} janvier 2010**. Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées ou à mobilité réduite (personnes âgées, femmes enceintes, personnes transportant des bagages lourds...) l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement situés sur le territoire de la commune.

Le PAVE est un document qui doit présenter :

- l'état des lieux de l'accessibilité de la commune. Il porte sur toutes les voies présentes sur le territoire communal (voies communales, voies d'intérêt communautaire, routes départementales...),
- les propositions de travaux d'amélioration de l'accessibilité et leur chiffrage
- leur programmation,
- la périodicité de son évaluation ainsi que les modalités de sa révision.

La première phase de la démarche consiste à élaborer un diagnostic. **Dès 2009, la Ville de Montpellier a engagé ce diagnostic permettant de dresser l'état objectif de l'accessibilité des circulations piétonnes**. Cet audit a porté sur la largeur des trottoirs, leur encombrement, l'état technique des passages piétons, la présence ou non des bandes podotactiles, etc.

Le diagnostic de 2009 indiquait que **28% des voies de la commune, soit 148 kilomètres, étaient accessibles au sens de la réglementation**. Fin 2017, on note que 32% des voies de la commune, soit 170 km sont accessibles.

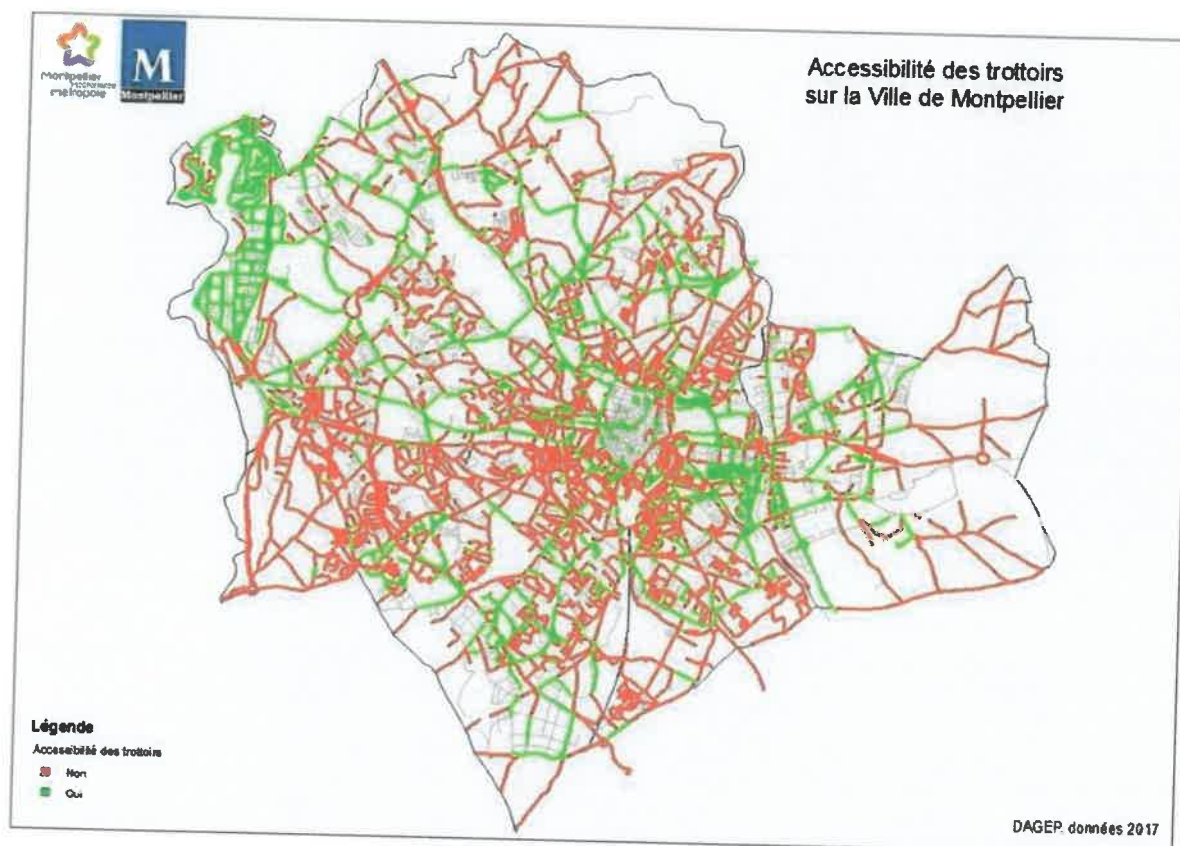
Pour rappel, une voie est considérée comme accessible « si au moins un côté est accessible avec une largeur supérieure à 1,40 mètres sans obstacle ». Il est noté toutefois des disparités notables en fonction des secteurs. Par exemple, un bon niveau d'accessibilité sur la Mosson est constaté ce qui n'est pas le cas sur les Faubourgs (cf. carte n°1 ci-dessous).

Dans le cadre du diagnostic, la Ville a souhaité aller plus loin en repérant les voies en bon état, sans obstacle, disposant d'au moins un trottoir supérieur à 1,20 mètre sans obstacle. Elles représentent un linéaire de 402 kilomètres (trottoirs existants souvent en centre-ville). Il s'agit d'un niveau d'accessibilité certes inférieur à la norme mais qui est susceptible de répondre à des besoins prioritaires, et qui permet donc de travailler prioritairement sur ces voies en affinant leur caractère accessible.

D'une manière générale, la Ville engage régulièrement des actions de mise en accessibilité lors des travaux de réaménagement des espaces publics ou en faveur des transports en commun, également lors de travaux de maintenance. Il s'agit toutefois à présent avec le P.A.V.E. **d'établir les propositions de travaux d'amélioration dans le cadre d'une programmation**. Une concertation a donc été engagée dans ce sens avec les associations représentant les personnes handicapées dans le cadre du Groupe de travail « Mobilité » de la CCA. A ce stade, quelques pistes ont émergé. Ainsi, afin de définir les priorités en termes d'intervention, il a été proposé de partir de la quotidienneté de l'usage, donc des secteurs régulièrement fréquentés par les personnes handicapées, et

de traiter les «points noirs» en termes de sécurité (carrefour du Corum, gare St-Roch, etc).

Pour conclure, depuis 2015 un travail collaboratif a été engagé entre le bureau d'étude de la DAGEP et le Comité de Liaison afin d'élaborer des fiches types d'aménagement à intégrer dans le PAVE (cf. Annexe n°6). Elles contiennent un rappel de la législation et des recommandations sur le cheminement, les traversées de chaussée, les passages piétons, les feux de signalisation, les escaliers, le mobilier urbain, la signalétique, le stationnement, etc.



La mise en accessibilité des trottoirs : une attention particulière est portée aux obstacles qui constituent une des principales gênes pour les PMR, et plus particulièrement pour les personnes déficientes visuelles. En effet, la taille, le positionnement et la possibilité de détection sont déterminants pour assurer la bonne perception des obstacles. Les obstacles ponctuels, de type étalage, container, poubelle, bac à fleurs, grille d'arbre, panneau publicitaire, peuvent également constituer une contrainte dans les déplacements, et parfois un danger.

Détection des obstacles pour les déficients visuels : un certain nombre de dispositions normatives est prévu pour qu'ils puissent détecter les objets. Ainsi, les obstacles et le mobilier urbain doivent présenter un contraste. Ce peut être une bande de contraste visuel d'une hauteur de plus de 10 cm et implantée entre 1,20 m et 1,40 m pour le mobilier urbain haut. Si les bornes et potelets ont une hauteur inférieure à 1,30 m, ce qui est généralement le cas, le contraste est situé alors en partie haute du mobilier.

Les difficultés à s'orienter dans l'espace sont également prises en compte. En effet, la signalisation classique ne suffit pas toujours, en particulier pour les personnes âgées, les personnes handicapées visuelles ou mentales qui ont besoin de repères physiques ou

symboliques ne passant pas par le message écrit. Ces éléments sont étudiés notamment dans les espaces publics ouverts ou ceux présentant une réelle difficulté d'orientation (multiplication des terrasses et des éléments de mobilier urbain par exemple). Ils sont traités par la mise en place d'une signalétique claire, bien positionnée, lisible, et de bandes de guidage pour les mal ou non-voyants.

Depuis 2010, la Ville de Montpellier a engagé des **travaux de cheminement aux abords des lignes de tramway** en concertation avec le Comité de Liaison et de Coordination des Associations de Personnes Handicapées et malades chroniques (CLCPH).

En complément de cette démarche générale, des travaux d'accessibilité ont été réalisés :

Travaux Sécurisation et accessibilité des Ecoles :

- **Groupe Scolaire Les Ménestrels** : Maternelle Gandhi et élémentaire Kurosawa – (rues Peyre et Cardenal) : reprise du profil en travers de la voie, sécurisation traversée piétonne par des coussins, - élargissement des espaces piétons, - limitation de la vitesse à 30 km/h. Coût : 190 000 €



Sources : 3M-Direction Aménagement Gestion Espace Public-Service Études Voirie Urbaine

Groupe Scolaire Mermoz (rue de la Croix du Sud) : reprise du profil en travers de la voie, sécurisation des cheminements piétons par plateaux, création d'un parvis accessible, sécurisation de l'intersection avec la rue des Pradiers, déplacement de l'entrée des véhicules lourds de l'école. Coût : 225 000 €



Sources : 3M-Direction Aménagement Gestion Espace Public-Service Études Voirie Urbaine

- **Ecole maternelle Hélène Boucher et élémentaire Alain Savary, quai Flora Tristan** : pose de coussins sur la rue Suza Mendes - 4 000 €.
- **Groupe scolaire la Chamberte, rue de la Croix de Figuerolles** : aménagement d'un parvis avec place aux normes PMR - 15 000 €
- **L'école internationale Eridan, avenue de Maurin** : création d'un passage piéton sécurisé avec des coussins berlinois - 5 000 €
- **Groupe scolaire Beethoven, rues Mas Nouguier et Poutingon** : sécurisation des cheminements piétons avec la pose de coussins et mobilier urbain - 30 000 € ;
- **Groupe scolaire Assas, rue de Las Sorbes** : matérialisation du passage piéton sur le plateau et déplacement de mobilier urbain - 5 000 €
- **Ecole Sainte Odile, rue du Pré aux Clercs (voie privée)** : accompagnement dans les préconisations et le programme d'aménagements

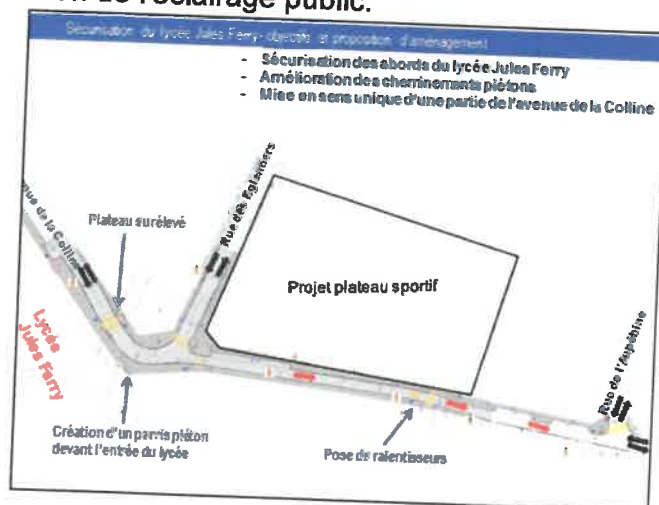
Aménagement de la rue du faubourg du COURREAU : 900 000 € TTC

C'est un axe majeur du centre-ville élargi, qui relie le secteur Figuerolles via le plan Cabanes à l'Ecusson par le boulevard du jeu de Paume. Les objectifs d'aménagement de la rue visent à :

- améliorer sa qualité urbaine pour renforcer son attractivité commerciale;
- favoriser les déplacements doux et permettre l'aménagement de lieux de convivialité;
- améliorer l'accessibilité des PMR aux commerces en intégrant les problématiques de ruissellement urbains du secteur : dalles de pieds de façades et des caniveaux (avec une garde pour la problématique hydraulique et le guidage des PMR, retenu par le Comité de Liaison le 17/05/2016 et par les études hydrauliques réalisées sur le secteur en juillet 2016) en pierre calcaire, béton désactivé sur le cheminement piéton le long des bâtiments, enrobé avec un revêtement en "pépité" ocre clair sur la partie chaussée, mobilier urbain type Ville de Montpellier (étriers à vélos, corbeilles à papiers, bancs et chaises...) implantés conformément aux demandes des Groupe de Travail, rénovation de l'éclairage public avec l'enfouissement des réseaux existants dans les traversées de chaussée, pose de conteneurs enterrés en entrées de rue et sur les rues adjacentes.

Aménagement de l'avenue de la Colline et sécurisation des abords du lycée Jules Ferry 350 000 € TTC. Le projet prévoit :

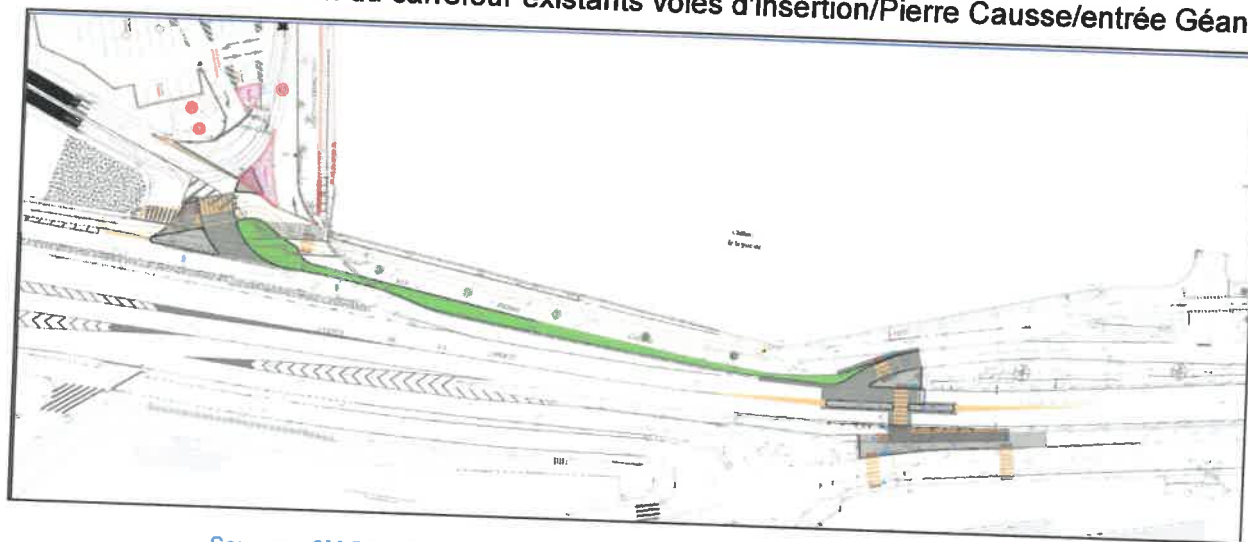
- mise en sens unique de l'avenue de la Colline entre la rue des Eglantiers et la rue de l'Aubépine afin de pouvoir aménager 2 trottoirs accessibles aux PMR et quelques places de stationnement;
- amélioration des cheminements piétons par agrandissement des trottoirs sur l'avenue de la Colline ;
- organisation du stationnement avec création d'une place PMR
- amélioration de l'éclairage public.



Traversée piétonne avenue de la Liberté entre la rue Pierre Causse et l'avenue de la Colline : 400 000 € TTC travaux. Les travaux sont prévus fin 2017 /début 2018

Depuis la mise en service de la ligne 3 du tramway, il est constaté de nombreuses traversées piétonnes de l'avenue de la Liberté entre l'arrêt de tramway Tonnelles ou Géant Casino en direction du quartier de la Martelle et plus spécifiquement vers le lycée Jules Ferry par les lycéens. Le programme d'aménagement de voirie prévoit :

- mise en place d'un carrefour à feux sur l'avenue de la Liberté coordonné avec les carrefours à feux situés en amont et en aval;
- mise en accessibilité de la traversée piétonne avec création d'une rampe PMR côté avenue de la Colline ;
- création d'une nouvelle insertion de la rue Pierre Causse sur l'avenue de la Liberté au droit du carrefour à feux;
- sécurisation du carrefour existants voies d'insertion/Pierre Causse/entrée Géant



Sources : 3M-Direction Aménagement Gestion Espace Public-Service Études Voirie Urbaine

Aménagement des espaces publics PAE Aqueduc (Rue de la Croix de Lavit entre la rue Puech Villa et la rue Denizot / Rue de la Galéra entre la rue de la Croix de Lavit et Rue Haroun Tazief) : 700 000 € TTC

Ce projet d'aménagement d'espace public constitue la dernière phase du PAE Aqueduc. Il fait suite à un programme initial ambitieux (béton désactivé, pierres calcaires, plantations...). Le projet, prévoit :

- 2 trottoirs en enrobé accessibles aux PMR
- 1 chaussée en enrobé de 5,80 m de largeur pour limiter la vitesse à 30 km/h
- de nombreux stationnements (demande des riverains)



Aménagement du parvis de la faculté de Médecine Sources : 3M-DAGEP

Aménagement du parvis de la faculté de Médecine : 400 000 € TTC.

La Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité définir une nouvelle approche de l'aménagement visant à produire des espaces publics économes, soucieux des usages, fonctionnels, intégrant la nature, concertés, vecteurs de qualité de vie dans les quartiers. Pour concrétiser cette signature verte, il est proposé de composer des « îles vertes » conçues comme des îlots de détente, ombragés, intégrés aux espaces publics du parvis.

- Un îlot vert planté d'environ 1 000 m²
- Le reste du parvis en béton désactivé (environ 1 500m²)
- L'amorce du mail Guilhem VII pour les vélos et les piétons en direction du Campus Saint Priest;
- La création d'un réseau d'éclairage public (projecteurs sur mâts aiguilles)
- De nombreuses assises (bancs béton et bois)
- Du mobilier urbain pour éviter le stationnement sauvage

Une amélioration des traversées piétonnes autour des arrêts de bus :

Afin de ne pas rompre la chaîne des déplacements, parallèlement à la mise en accessibilité des arrêts bus, les traversées piétonnes font l'objet d'une mise en conformité par les directions et services du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports mutualisés de la Ville de Montpellier et de -Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2015 suite à la Loi « MAPTAM », (Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles) du 27 janvier 2014.

L'adaptation du Règlement des Terrasses

La Ville de Montpellier continue à prendre certaines dispositions visant à favoriser le bien-vivre ensemble et l'inclusion des personnes handicapées. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2013, le **Règlement des Terrasses** (cf. Annexe n°2) permet de délimiter l'emprise au sol des mobiliers (chaises, tables, parasols, bacs à fleurs, menus, etc.) afin d'éviter qu'ils débordent sur l'espace public, entravent le cheminement et qu'ils provoquent des accidents lorsque les personnes en situation de handicap, notamment les déficients visuels, s'y heurtent et se blessent. En cas de non- respect, un courrier de rappel à l'ordre est envoyé. Des sanctions graduées et des amendes sont prévues. Les personnes en situation de handicap ont la possibilité de signaler toute infraction par courrier à la Ville (à la Direction des Usages et de la Valorisation l'Espace Public). Celle-ci procède alors à un rappel à l'ordre. La même procédure est mise en place pour les **saillies de végétation sur la voie publique**.

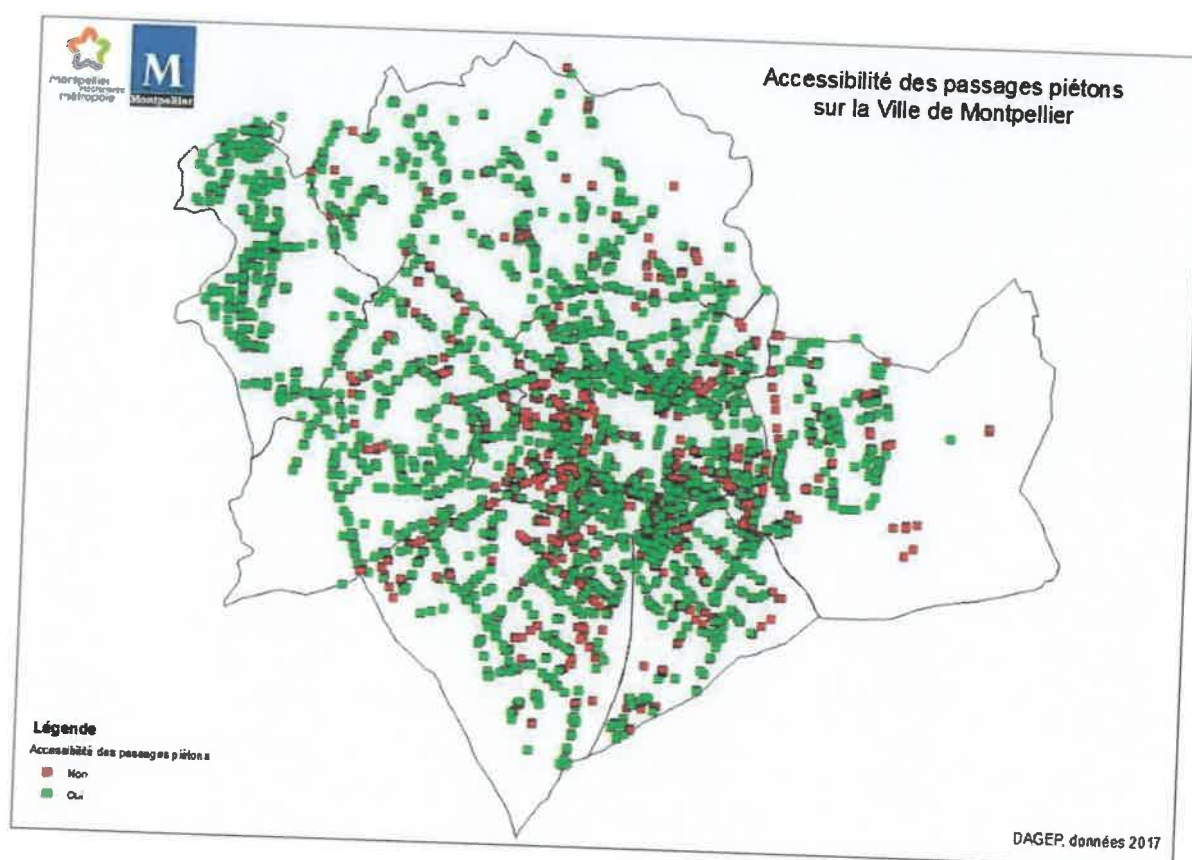
Autre disposition pour faciliter la déambulation ainsi que la norme des trottoirs sans encombrements d'1m 40, la Ville a autorisé par une délibération du Conseil Municipal du 04 février 2013 (cf. Annexe n°3) le remplacement des poteaux qui gênent la déambulation par la pose de panneaux sur les façades des bâtiments (article L. 173.1 du code de la voirie routière).

En 2017, sur 3 414 passages piétons, il a été comptabilisé 2 776 (contre 2 735 en 2016) passages piétons accessibles physiquement du point de vue géométrique de la norme, soit 81.3% du total.

2 062 de ces passages piétons, (contre 2 020 en 2016), soit 60,30 %, sont à la norme au niveau physique et visuel.



Aménagement de passage piéton (source DAGEP)



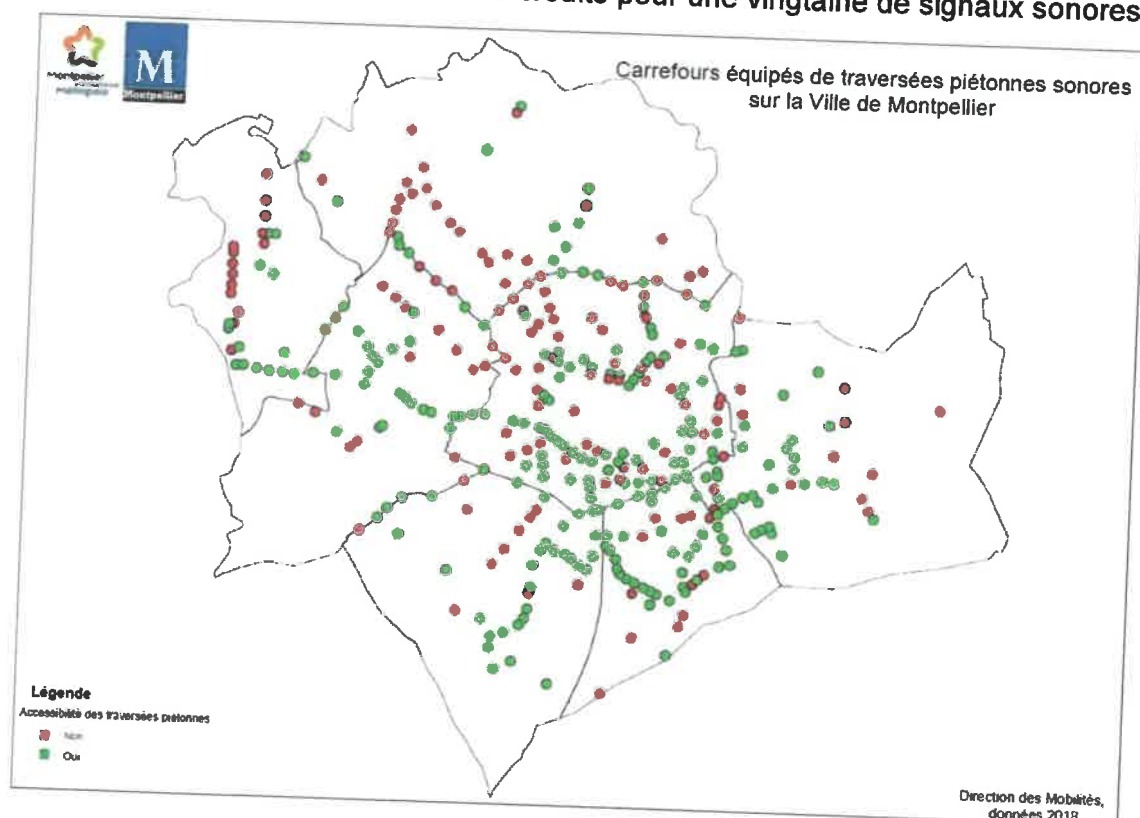
En ce qui concerne l'aménagement des passages piétons, les aspects déterminants permettant l'utilisation d'une traversée piétonne par les PMR sont :

- la présence d'abaissement de trottoir,
- l'existence d'un passage libre derrière cet abaissement pour assurer la continuité du cheminement longitudinal,
- une pente et un dévers conformes,
- la présence de BEV (Bandes d'Éveil de Vigilance) permettant la détection par une personne déficiente visuelle,
- le marquage au sol visible permettant à l'ensemble des usagers de repérer la traversée piétonne et plus particulièrement pour les personnes déficientes visuelles,
- une bonne visibilité notamment à gauche pour s'assurer de l'arrivée d'un véhicule,
- l'implantation d'un guidage dans l'axe de la traversée si la partie rabaissée du trottoir et les BEV ne sont pas droites (un non-voyant pourrait traverser dans une mauvaise direction).


Dans le diagnostic réalisé en 2009, il était fait état que 100 carrefours sur 334 étaient équipés de systèmes dédiés aux personnes mal ou non-voyantes. **En 2017, le nombre est porté à 227 carrefours tricolores sur 373.** Le nombre de modules sonores est à ce jour de 1 460 pour 850 traversées piétonnes équipées.

La Ville dispose de feux tricolores sonores parmi les plus performants de France. Montpellier est la seule ville à proposer des feux qui indiquent le nom de la rue dans laquelle ils sont implantés et la direction vers laquelle le piéton s'engage (cf. Annexe n°4). Les feux sont actionnés par des télécommandes universelles (fréquence 868,3 MHz) achetées par la Direction des Mobilités (DMO) de la Métropole (30€ TTC). C'est le **CCAS de la Ville de Montpellier** qui, sur justification de domicile et carte d'invalidité, offre ces télécommandes (une vingtaine 20 par an) aux déficients visuels habitant la Métropole.


La prise en compte du handicap visuel au niveau des carrefours à feux fait l'objet d'une programmation pluriannuelle. La DMO recueille les demandes des associations de non-voyants d'équiper en traversée sonores des carrefours à feux. Lorsque de nouveaux carrefours à feux sont créés ou modifiés, ils en sont automatiquement équipés. La DMO réserve chaque année des crédits pour une vingtaine de signaux sonores.




**PROCEDURE pour EFFECTUER une traversée
PIETON sur CARREFOUR avec FEUX TRICOLORES**



1) Personne voyante
Pour obtenir le piéton vert pensez à utiliser les boutons poussoirs dont certains feux sont équipés.



2) Personne déficiente
Appuyez sur le bouton de votre télécommande.
Ces télécommandes (modèle évasson) peuvent être mise en appel automatique de détection, pour cela appuyez 5 secondes (validé par 3 bips sonores) pour le retrait de cette fonction appuyez 5 secondes (validé par un signal sonore continu)



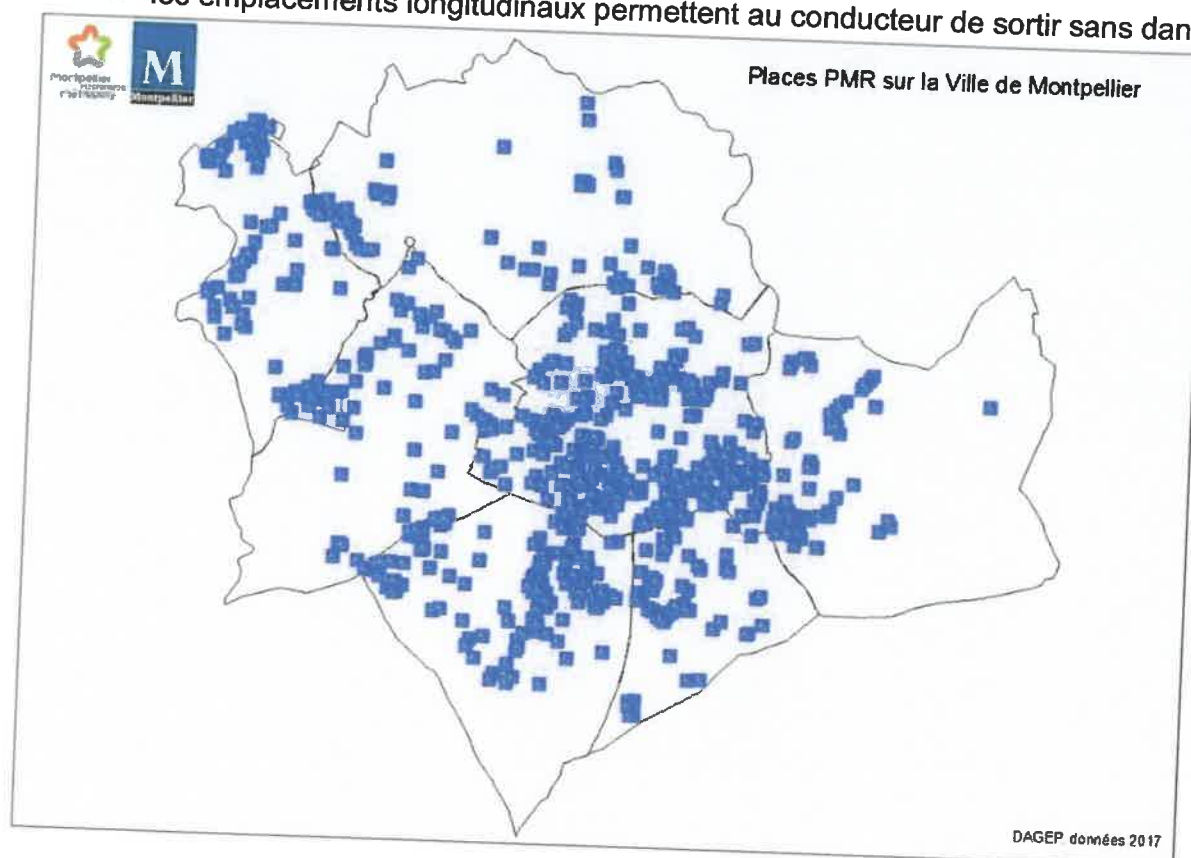
Fin 2017, sur les 14 370 places de stationnement sur voirie proposées par la Ville de Montpellier, 13 572 sont destinées aux personnes valides et 798 (417 en zone verte) sont réservées aux PMR (voir carte ci-dessous).

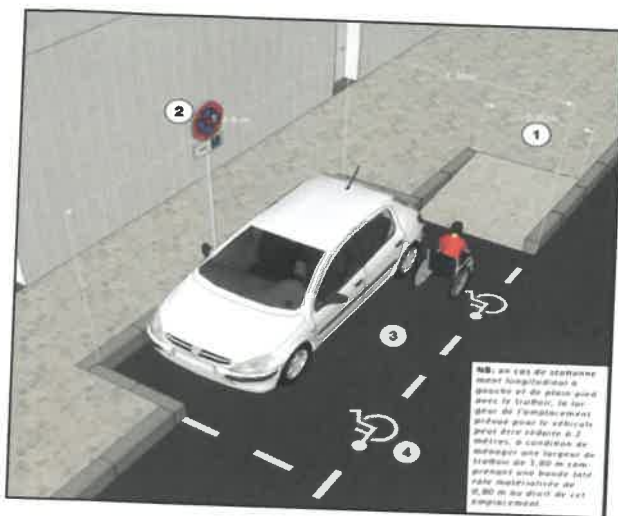
Le stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite fait partie de la chaîne du déplacement. A ce titre, depuis 1996, lorsque c'est techniquement possible, la création de places PMR par la Ville se fait (avec justification) à la demande des personnes handicapées qui résident à proximité.

Création de places de stationnement spécifiques pour les personnes handicapées :

Elles répondent à des caractéristiques techniques particulières :

- la largeur totale doit être supérieure ou égale à 3,30 m, sa longueur dépend de la contrainte d'accès au trottoir,
- la place réservée doit impérativement être de plain-pied, en dehors de tout obstacle et de toute circulation automobile, pour permettre une bonne approche des véhicules par les personnes circulant en fauteuil roulant,
- une bande d'accès latérale d'au moins 0,80m de large est prévue à côté des places
- la bande d'accès latérale doit elle-même obéir aux prescriptions relatives aux pentes, ressauts, bateaux, etc.,
- les emplacements longitudinaux permettent au conducteur de sortir sans danger





Photos 1 et 2 – création des places PMR aux normes (source DAGEP)



Décret N°2003-642 du 11 Juillet 2003. Source Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain - D.R.T.P.

Une politique tarifaire spécifique pour le stationnement d'une personne en situation de handicap : l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279 du 27/12/2013 stipule dans son article 6 (cf. Annexe n°5) : « Des emplacements sont réservés aux personnes à mobilité réduite. Ces emplacements sont matérialisés au sol et signalés suivant la réglementation en vigueur. Ils sont gratuits pour les véhicules pourvus (...) de la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées, attestant qu'ils sont affectés au transport d'une personne handicapée. Les véhicules de personnes à mobilité réduite doivent être impérativement stationnés sur les emplacements réservés pour bénéficier de la gratuité. En dehors de ces emplacements, il conviendra d'acquitter les droits de stationnement en respectant la zone concernée. Toute utilisation indue de ces titres est passible des peines et amendes prévues par les lois en vigueur. »

Afin de faire respecter les emplacements GIG-GIC qui peuvent être occupés frauduleusement par des personnes valides, la Ville de Montpellier, par le biais de ses 36 Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP), contrôle les ayants droits grâce au procès-verbal électronique (PVe). Grâce à son outil dédié à la verbalisation électronique, le PDA (Personal Digital Assistant), l'agent y gagne en rapidité d'exécution. Il n'y a plus de carnet à souche, la plaque d'immatriculation est directement rentrée dans le PDA. L'amende de 135 €uros est gérée par le centre de paiement de Rennes qui l'envoie ensuite au contrevenant, sans qu'aucun « passe-droit » ne soit désormais possible. Le PV électronique conduit également à remplacer les actuelles cartes (parfois falsifiées) par un dispositif dématérialisé. Ainsi pour l'année 2017, 2 888 procès-verbaux pour stationnement frauduleux sur des places GIG-GIC ont été dressés par les ASVP, contre 2 797 en 2016, 2 642 en 2015 et 2 319 en 2014.

Au plan national, l'Article L241-3-2, modifié par LOI n°2015-1776 du 28 décembre 2015 - art. 44, abrogé par LOI n°2016-1321 du 7 octobre 2016 - art. 107 (V) permet aux PMR titulaires de la carte européenne d'invalidité de se garer gratuitement (maximum 12 heures) sur l'ensemble des places valides quand les places GIG-GIC sont déjà occupées ou en nombre insuffisant.

Fin 2016, le Ministère des Affaires sociales et de la Santé a apporté une série de précisions sur la **Carte Mobilité-Inclusion (CMI)** qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2017. Cette carte comporte une ou plusieurs des trois mentions « invalidité », « priorité » et « stationnement ». Elle est fabriquée exclusivement par l'Imprimerie nationale à partir de matériaux hautement sécurisés, ce qui lui confère un caractère **infalsifiable** ».

Le titre de CMI-stationnement doit être apposé contre le pare-brise pour permettre la lecture du **flash code** par le PDA des ASVP.

Le projet du **Serveur Vocal Interactif (SVI)** permettant aux agents d'accéder 24 heures sur 24 à l'ensemble des informations non nominatives figurant dans la **base de données**, devait être mis à disposition par l'Imprimerie nationale en 2017. Devant des problèmes de mises en place et de législation, il devrait être opérationnel en 2018.

HANDICAP UNE CARTE AU LIEU DE TROIS

À partir du 1^{er} janvier 2017

Une nouvelle carte baptisée **carte mobilité inclusion**

Format carte de crédit

Sécurisée et infalsifiable : un flashcode récapitule les droits du bénéficiaire et permet de vérifier la validité de la carte

Elle remplace

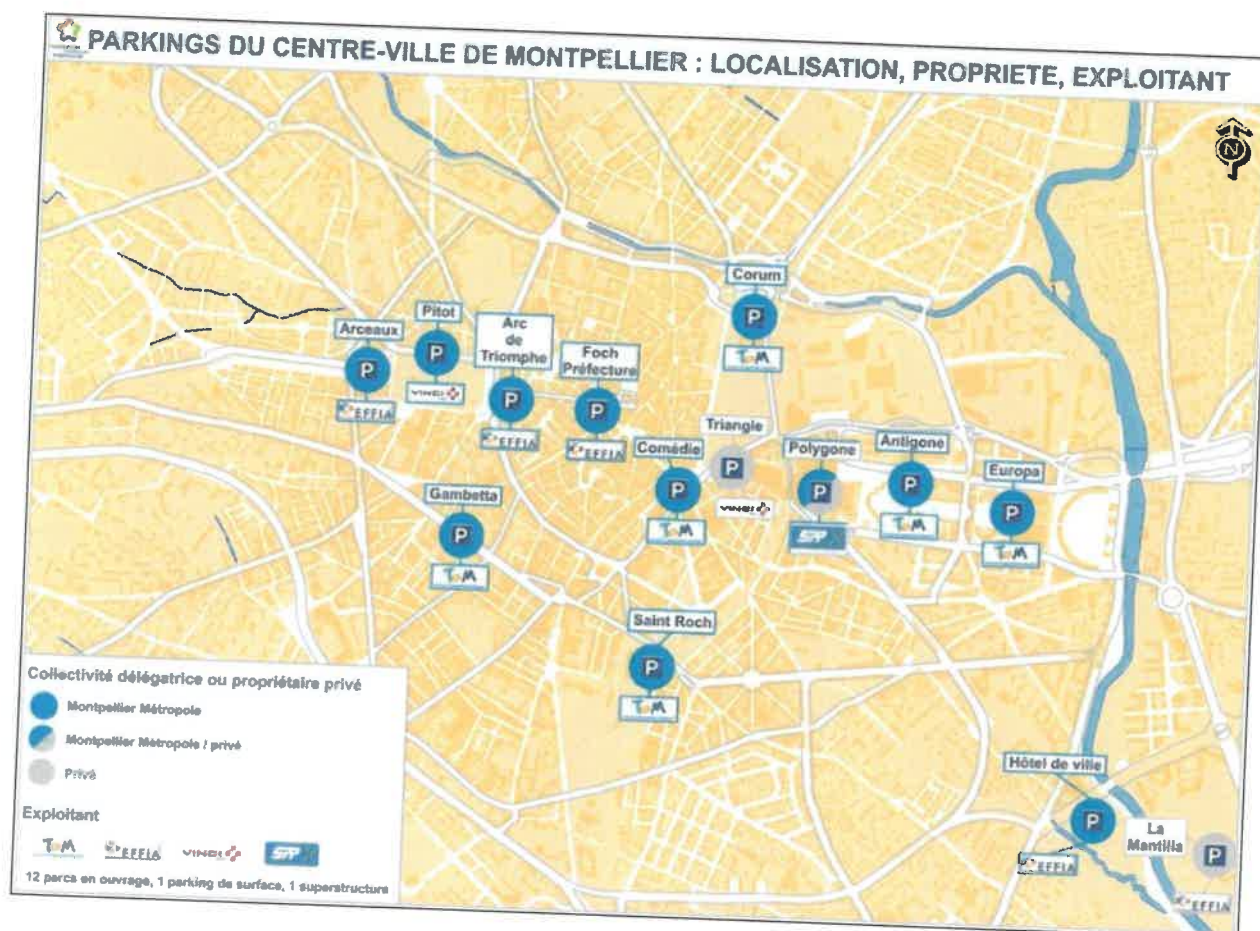
- la carte d'invalidité
- la carte de priorité
- la carte de stationnement

Source : ministère des Affaires sociales et de la Santé

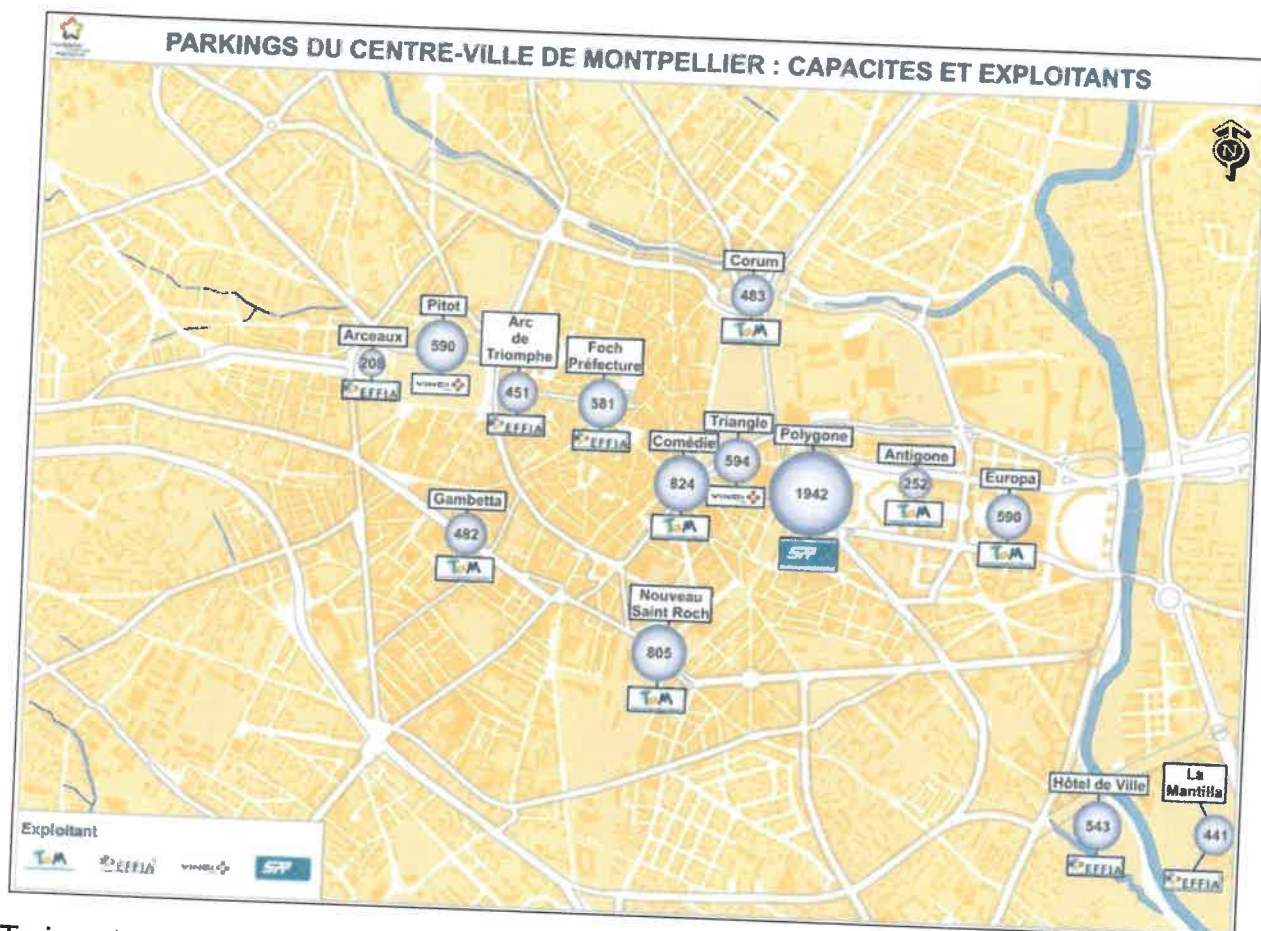
Par ailleurs, treize parkings appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, sont gérés en Délégation de Service Public (DSP) ou en prestations de service par des sociétés privées ou d'économie mixte. L'accessibilité est variable mais on comptabilise **157 places PMR** :

- **Antigone** : Les travaux d'accessibilité sont achevés depuis 2015. Six places PMR sont réservées sur les 252 que compte ce parking.
- **Arc de Triomphe** : La mise en accessibilité de ce parking est prévu dans le cadre de la nouvelle DSP qui a démarré le 1^{er} janvier 2014. Les travaux, commencés en avril 2014, concernent notamment la remise aux normes PMR de l'escalier secondaire (avec démolition complète de l'ancien escalier et reprise complète des marches, main courante, bande podotactile, éclairage, peinture et porte) qui s'est achevée en janvier 2015. Par ailleurs, à partir de juin 2015, les travaux de remise aux normes PMR de la cage d'escalier principale ont été engagés dans le même principe que l'escalier secondaire, mais comprenant, en complément, le remplacement complet de l'ascenseur desservant les niveaux -1 à -5, la création d'un nouvel ascenseur débouchant à l'extérieur, le tout aux normes PMR, ainsi que la création d'un espace d'attente sécurisé au niveau -1. Ces travaux se sont achevés en février 2016. A noter que dans le cadre des travaux, tous les agents d'exploitation d'EFFIA ont suivi et obtenu le diplôme SSIAP (service de Sécurité Incendie et Assistance aux Personnes). Enfin, en septembre 2016, l'ensemble du matériel de péage (caisses automatiques, bornes d'entrée et sortie) a été remplacé en intégrant une mise aux normes PMR : inclinaison de l'écran, adaptation de la hauteur de la bouche à tickets/pièces/CB, système de boucle pour malentendant, visiophonie.. On compte 10 places PMR sur un total de 451.
- **Arceaux** : Ce parking est en plein air et ne comprend pas d'étage. Il est donc accessible par la rue et les côtés afin d'accéder aux 5 places PMR sur un total de 208 places.
- **Europa** : Accessible aux personnes handicapées, il compte 10 places réservées sur 590.
- **Foch/Préfecture/Marché aux Fleurs** : La mise en accessibilité de ce parking souterrain en plein centre-ville historique est prévu dans le cadre de la nouvelle DSP qui a débuté le 15 février 2013. Les travaux ont commencé au printemps 2014 et ont notamment porté sur : la création d'un édicule avec un ascenseur aux normes PMR sur la zone Marché aux Fleurs, desservant tous les niveaux du parc et l'extérieur, la mise en accessibilité PMR de la cage d'escalier principale Marché aux Fleurs, la création d'un espace d'attente sécurisé au niveau -1 Marché aux Fleurs, pouvant accueillir 14 personnes en fauteuil roulant, et le remplacement du matériel de péage avec mise aux normes PMR (inclinaison de l'écran, adaptation de la hauteur de la bouche à tickets/pièces/CB, système de boucle pour malentendant, visiophonie). Enfin, les travaux de remise en peinture du parc, qui se sont achevés en juillet 2015, ont permis de matérialiser 14 places réservées aux PMR sur un total de 581 places, toutes situées au niveau -1 de la zone Marché aux Fleurs.
- **Gambetta** : la mise en accessibilité a été réalisée suite aux travaux pour la réalisation du Tramway ; la question de l'ascenseur reste toutefois à traiter afin de se conformer à la réglementation. Sur les 482 places au total, 11 sont réservées aux PMR.
- **Halles Laissac** : ce parking ne répondait aux normes de la réglementation : le monte-charge n'était pas accessible, les places adaptées mal positionnées et la signalétique insuffisante. L'exploitation de ce parking s'est achevée en février 2016 avant démolition complète fin 2016. Il sera remplacé par de nouvelles Halles commerciales sans parking.

- **Gare « Nouveau Saint Roch »** : Ce nouveau parking de 805 places totalement accessible a été mis en service en juillet 2015. Certaines places seront réservées à des partenaires (92 places au n-1 pour les loueurs de véhicules et 3 places au rez-de-chaussée pour la société d'auto partage Modulauto) mais la très grande partie est publique. Dix-huit places seront réservées aux PMR.
- **Pitot** : Les travaux pour résoudre les problématiques d'accessibilité des circulations verticales et d'accueil sont échelonnées dans le temps. Sur 590 places, 10 sont réservées aux PMR.
- **Comédie** : suite aux travaux de 2009, l'accessibilité est conforme. Dix-huit places sur 824 sont réservées aux personnes en situation de Handicap.
- **Hôtel de Ville** : il est accessible. A noter que des bornes d'appel à l'entrée du parking permettent d'entrer en contact avec le personnel du prestataire gérant le site pour demander des renseignements ou de l'aide pour être accompagné jusqu'à l'accueil de la mairie. Quinze places aux dernières normes sur un total de 543 sont réservées aux personnes GIG-GIC.
- **Corum** : Ce parking est accessible. Dix places sur 483 sont réservées aux PMR.



Sources : Service Gestion multimodale des déplacements –Direction des mobilités -3M



Trois autres parkings gérés par des sociétés privées contribuent à augmenter le nombre de places de parking offertes aux personnes handicapées :

- **Polygone** : Parking accessible. Il est géré par un bail commercial. La moitié des places appartient à la Ville, le reste à une société privée. Vingt places sont réservées aux PMR.
- **Triangle** : Ce parking, propriété d'une société privée, est accessible.
- **La Mantilla** : Ce nouveau parking, propriété de la SERM, compte 20 places réservées aux PMR sur un effectif total de 441.

A l'occasion de nouveaux aménagements, la DAGEP organise aussi des tests sur site avec des représentants du Comité de Liaison :

- l'aménagement du Parvis Jules Ferry de la Gare Saint-Roch
- la création d'une nouvelle bande de guidage sur le Parvis bas de la gare. Un test a eu lieu à l'été 2015 afin de vérifier si les personnes malvoyantes pouvaient détecter la bande de guidage installée sur un sol en béton désactivé de granularité 6/16. La granulométrie étant trop importante, les cannes ne détectaient pas les bandes de guidage. Un dallage a donc été posé à côté de celles-ci pour avoir une surface lisse



- adaptation des places de stationnement PMR de 7 à 8 mètres pour les nouveaux véhicules du GIHP (Ducatto et Jumper de 6,40 m de long).

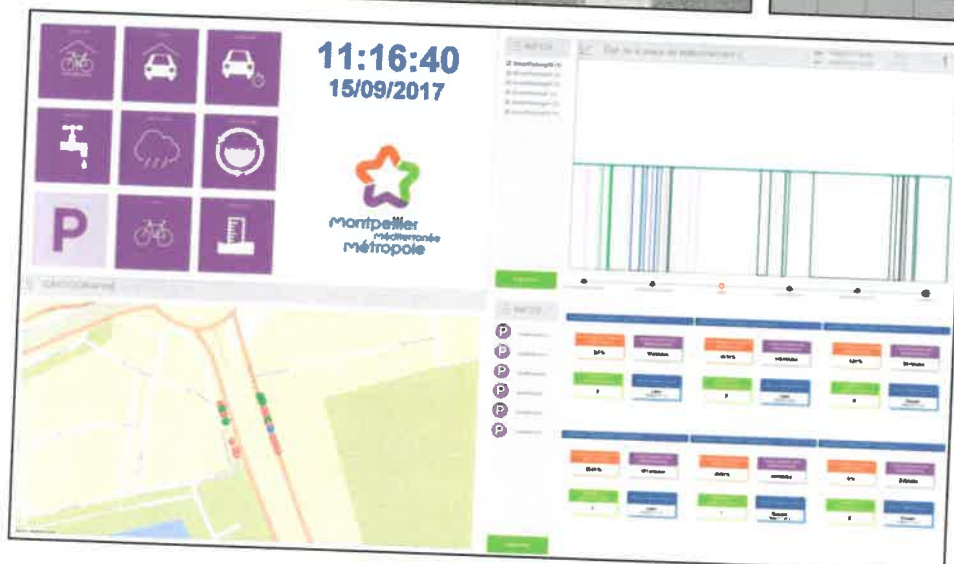
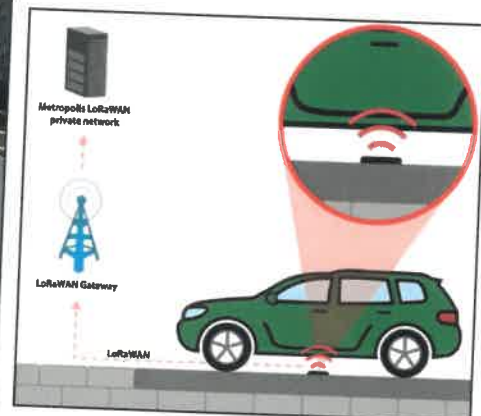
Le Projet de Parking connecté « Smart Parking »

Le but de ce projet porté par la Direction des Ressources Informatiques de la Métropole, est de faciliter la mobilité individuelle des **personnes en situation de handicap** sur le territoire de la Ville et de la Métropole de Montpellier en donnant en temps réel les places de stationnement disponibles, tout en assurant un respect des stationnements réservés.

La phase de test a commencé dans l'été 2017, sur l'Avenue Raymond DUGRAND et devant l'Hôtel de Ville de Montpellier, par l'installation de 20 capteurs sur certaines places afin de pouvoir relever en temps réel leur disponibilité. Afin que les données soient les plus fiables possibles, les places de stationnement doivent être bien délimitées.

Cette expérimentation a permis de mettre en place de nouveaux capteurs de détection de véhicules, non-intrusifs pour la chaussée (placés sans carottage de la voirie) et communiquant sur un réseau radio basse fréquence (LoRa).

Les données récupérées peuvent être consultées par l'opérateur pour connaître les places disponibles, occupées mais aussi l'état du trafic routier, la température au sol (important en cas de chute de neige), etc. Ces données pourraient être disponibles en « Open Data », ce qui permettrait, ultérieurement, leur consultation via des applications à développer sur le smartphone des usagers valides et PMR.



Installation de toilettes publiques :

La mise en place entre 2014-2020 de 34 toilettes publiques **entièrement gratuites** (21 installées depuis 2014) est un engagement fort de la Ville auprès des montpelliérains. Ce souhait est aussi relayé par l'association AFA (Association François Aupetit), membre du Comité de Liaison, qui regroupe les personnes atteintes par les Maladies Inflammatoires Chroniques Intestinales (MICI, maladie de Crohn et Recto Colite Hémorragique). L'implantation des toilettes publiques ont été soumises au vote lors de 6 réunions publiques avec les habitants des quartiers concernés.

La Ville finance pour chaque toilettes son installation (entre 12 000 € et 20 000 €) et son **fonctionnement annuel** (location au prestataire, entretien, fourniture des consommables : 21 500 €). Les sanisettes automatiques que la Ville implante sont toutes accessibles aux personnes handicapées (cheminements PMR, accessibilité malvoyants). Elles sont géolocalisées et disposeront de balises audios pour les déficients visuels. Une carte des toilettes publiques est accessible depuis cette page internet de la Ville <http://www.montpellier.fr/4253-les-toilettes-publiques-a-montpellier.htm> et sur l'application <https://www.google.com/maps/d/viewer?mid=13pMc0MsEVUjki7raeytC71SKVHQ&usp=sharing>



Sources : Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public - Service Publicité et Mobilier sur le Domaine Public

La Conception Universelle intégrée au projet de la future ZAC République :

La **Conception Universelle** est une stratégie qui vise à concevoir des services et produits afin que toute personne sans distinction d'âge, de genre, de capacité ou d'origine puissent avoir les mêmes opportunités de comprendre, d'accéder et de participer pleinement aux activités sociales, culturelles et de loisirs, de la manière la plus indépendante possible. Elle privilégie l'intérêt général et non l'intérêt personnel. Le but de la démarche avec les associations de personnes handicapées ou à mobilité réduite (PMR), est d'intégrer, autant que possible, leurs questions et visions de l'espace et de leurs usages. C'est un processus de co-créativité impliquant les retours des utilisateurs finaux qui permet d'anticiper en amont les erreurs de construction qui pourraient être effectuées et de réduire ainsi le surcoût des modifications des structures initiales.

Dans cet esprit, la Ville de Montpellier a souhaité expérimenter la Conception Universelle sur le futur quartier de la ZAC République (bassin de la Lironde, Port Marianne). Cet aménagement pour tous à « Haute Qualité d'Usages », a été présenté aux représentants du Comité de Liaison et de Coordinations des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques (CLCPH).

Ainsi, le fin 2016, les Elues de la Ville, les représentants de la SERM et les urbanistes leur ont fait découvrir ce Projet par l'intermédiaire de plans, et pour les déficients visuels de maquettes en relief avec des textures différentes selon les îlots.



Une visite sur le terrain a eu lieu fin 2016 pour recueillir leurs remarques et visions de l'espace et de leurs usages. Exemples : cheminements, voirie, trottoirs, traversées piétonnes, carrefours, éléments de guidage, glissance, calepinage, parkings accessibles, repérage dans l'espace (bruit de l'eau des fontaines, bruissement des feuilles, odeurs des essences d'arbres, rugosité des troncs, etc.), formes architecturales et couleurs des bâtiments pour que les personnes handicapées mentales et psychiques mais aussi les enfants puissent se repérer, etc.



D'autres réunions ont eu lieu en 2017 en Mairie et sur le terrain afin de finaliser l'étude de terrain et de prendre en compte les besoins des PMR. Ainsi le groupe de travail du 22 juin 2017 a eu lieu dans une pépinière située sur le territoire de la Métropole. Le pépiniériste et le paysagiste en charge de la future ZAC, ont ainsi présentés les espèces d'arbres et d'arbustes adaptés au climat méditerranéen qui pourraient être installés dans les différents ilots du nouveau quartier (couleurs, senteurs, bruissements des feuilles, rugosités des troncs, etc.)

L'objet de la réunion du 4 juillet autour du quartier du bassin Jacques CŒUR était d'étudier les différentes installations et mobiliers urbains sur la voirie (potelets, trottoirs, revêtements, glissance, bancs, bandes de guidage, passages piétons, feux sonores, etc.) sur ce secteur voisin de la nouvelle ZAC République.

2/ LES SERVICES DE TRANSPORTS COLLECTIFS ET L'INTERMODALITE

Le SDA – Ad'AP ou Sd'AP (Schéma directeur d'accessibilité / agenda d'Accessibilité Programmée) du réseau de Transports en commun est une prérogative de **Montpellier Méditerranée Métropole** qui a réalisé ce rapport sur l'accessibilité des transports en commun.

Partie 1 : le Contexte réglementaire :

1. Les références réglementaires :

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées », impose la mise en accessibilité du cadre de vie (établissements recevant du public (ERP), transports conventionnels) et concrétise l'égalité des droits et des chances des personnes en situation de handicap, quelle que soit la nature de leur handicap. Elle devait initialement s'appliquer en 2006, puis en dernier lieu le 13 février 2015 pour les services de transport collectif.

L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées a introduit deux grandes évolutions dans le domaine de l'accessibilité des transports :

- L'obligation d'accessibilité du service de transport ne concerne plus la totalité des points d'arrêt, mais vise l'aménagement des points d'arrêt prioritaires ;
- la mise en place d'un outil d'application volontaire : le Schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'accessibilité programmée (ou Sd'AP) élaboré par les autorités organisatrices des transports publics (AOT).

L'ordonnance est complétée par deux décrets :

- Le décret n°2014-1321 du 4 novembre 2014, relatif au Schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs, codifié aux articles R.1112-14 et suivants du Code des transports, détermine le contenu et les conditions d'approbation du Sd'AP.
- Le décret n°2014-1323 du 4 novembre 2014 relatif aux points d'arrêt des services de transport public à rendre accessibles de façon prioritaire aux personnes handicapées et précisant la notion d'impossibilité technique avérée, définit les conditions de détermination des points d'arrêt à rendre accessibles de manière prioritaire. Il précise également la notion d'impossibilité technique avérée, conduisant à exclure de l'obligation d'accessibilité un point d'arrêt satisfaisant aux critères de priorité.

2. Le contenu du dossier

Le projet de Sd'AP comporte, pour chacun des points d'arrêt prioritaires, les engagements pris par les maîtres d'ouvrage pour réaliser les aménagements nécessaires à la mise en accessibilité qui leur incombent et les financements correspondants (article R.1112-12 du Code des transports). Lorsque ces engagements font défaut, le projet indique les mesures nécessaires et les personnes susceptibles d'en assurer la charge. Le dossier de la demande de Sd'AP comprend **une partie descriptive** (article R.1112-13 du Code des transports) avec :

- La description du réseau ou des réseaux de transport public de voyageurs, en identifiant s'il y a lieu les lignes structurantes,

- La description du matériel roulant accessible qui y est affecté et les lignes dotées de ce matériel roulant accessible,
- La liste des points d'arrêt
- La liste des points d'arrêt prioritaires, les caractéristiques associées à ces points d'arrêt et les travaux à mener pour les rendre accessibles,
- Les demandes de dérogations motivées par une impossibilité technique avérée, assorties de toutes pièces permettant d'en apprécier le bien-fondé et de la présentation des mesures de substitution envisagées et pour les établissements recevant du public, la liste des points susceptibles de faire l'objet de la demande de dérogation.

Le dossier comprend un volet sur la programmation et le financement. La programmation présente, sur chacune des périodes et sur chacune des années de la première période, le début et la fin prévisionnels des actions de mise en accessibilité de chaque point d'arrêt prioritaire et les engagements des maîtres d'ouvrage ou à défaut, les actions nécessaires et les personnes qui sont susceptibles d'en assurer la charge.

L'ordonnance du 26 septembre 2014 intègre également un volet formation au dossier. En effet, celui-ci doit comporter les modalités de formation des personnels en contact avec le public aux besoins des usagers handicapés, le nombre de personnes devant bénéficier de formation et la durée de celle-ci ainsi que le calendrier de mise en œuvre de ces formations présentant toutes les actions y concourant sur chacune des périodes et sur chacune des années de la première période.

Le Sd'AP du service du transport a été présenté à la Commission Intercommunale d'Accessibilité le 7 octobre 2015 puis arrêté par la Métropole le 12 novembre 2015 et déposé en préfecture le 11 décembre 2015. Suite à des demandes de compléments de la DDTM une version 2 a été remise le 25 janvier 2016. Le Sd'AP a été validé par le Préfet de l'Hérault le 14 avril 2016. <http://www.montpellier3m.fr/connaitre-fonctionnement-conseil-de-metropole/deliberations/sd/ap>

Lors de sa séance du 27 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé la **gratuité à l'accompagnateur d'une personne handicapée qui voyage sur le réseau TaM lorsque cette dernière est munie d'une carte d'invalidité portant la mention « besoin d'une tierce personne »** (cf. Annexe 11, Délibération n°13563). Cette décision fait suite à la demande d'associations et de personnes lourdement handicapées qui ont besoin d'un accompagnant lors de leurs déplacements.

3. **Concertation :** Une feuille de route pour l'élaboration du Sd'AP a été établie afin de définir le contenu et les objectifs du document. Des réunions de concertation ont été menées avec notamment le Comité de Liaison et de Coordination des personnes handicapées (CLCPH) qui regroupe une soixantaine d'associations représentant tous les types de handicaps. Une feuille de route a été présentée et certaines demandes concrètes ont été formulées par les associations. Comme convenu, le CLCPH a transmis ses demandes d'aménagements particuliers et une liste complémentaire des arrêts prioritaires qui ont été intégrés au Sd'AP.

Partie 2 : Le réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole sur la Ville de Montpellier

1. Description du réseau

1.1. L'offre

Sur le territoire de la Ville Montpellier, plusieurs acteurs interviennent pour assurer l'offre de transports en commun :

- **TaM (Transport de l'agglomération de Montpellier)**, société à laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a délégué le service de transport urbain et qui gère actuellement les lignes suivantes :
 - 4 lignes de tramway, qui comptent 87 stations desservant les communes de Montpellier (65), Saint Jean de Védas (4), Castelnau-le-Lez (8), Le Crès (1), Jacou (1), Juvignac (1), Lattes (3) et Pérols (4). Les lignes de tramway sont certifiées NF-Service. Le bouclage de la ligne 4 et ses 3 nouvelles stations ont été inaugurés le 1^{er} juillet 2016.
 - 36 lignes de bus exploitées par TaM pour le réseau urbain et par des compagnies privées pour le compte de TaM/Transdev pour le réseau suburbain, soit :
 - 12 lignes de bus urbaines qui desservent principalement Montpellier,
 - 24 lignes suburbaines qui desservent toutes les communes de la Métropole et sont en connexion directe avec le tramway.
- **Hérault Transport** : assure le service de transport interurbain, pour le compte, jusqu'à fin 2016, du Département de l'Hérault, à travers des lignes pénétrantes qui desservent également certaines communes de la Métropole..
- **La Région Languedoc – Roussillon** : qui offre des services de transport en commun régionaux ferroviaires, et en cars à destination de la Lozère et de l'Aveyron depuis la Ville de Montpellier.
- **Le Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques (GIHP) service de transport adapté pour les personnes dont le handicap les empêche d'utiliser les transports en commun traditionnels.**

1.2 La fréquentation du réseau

En termes de fréquentation, les lignes de tramway se démarquent nettement en transportant le plus grand nombre de voyageurs : 130 000 voyages / jour sur la ligne 1 (inaugurée en juillet 2000), 51 000 voyages / jour sur la ligne 2 (inaugurée en décembre 2006), 59 000 voyages / jour sur la ligne 3 (inaugurée en avril 2012) et 20 000 voyages / jour sur la ligne 4 (inaugurée en avril 2012 et 'bouclée' en juillet 2016), soit 80 % de la clientèle journalière du réseau.

Les lignes de bus les plus fréquentées du réseau sont La Navette (plus de 10 000 voyages / jour), la ligne 6 (environ 9 000 voyages / jour) et les lignes 7 et la Ronde (environ 7 000 voyages / jour).

Les **pôles d'échanges** du réseau de transports en commun de la Métropole sont au nombre de 23, dont 10 sur Montpellier (Gare Saint-Roch, Place de l'Europe, Mosson, Euromédecine, Occitanie, Saint-Eloi, Place de France, Odysseum, Sabines et Garcia Lorca).

2. Etat des lieux / situation actuelle

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un référentiel accessibilité du réseau de transport établi lors de l'élaboration du Schéma Directeur Accessibilité (SDA) en 2009. Ce diagnostic a porté sur les points d'arrêt (arrêts bus et stations tramway), l'information, les pôles d'échange, le matériel roulant (routier et tramway), les points de vente.

Le diagnostic a permis d'identifier les besoins des associations et de dégager les principales priorités d'action en étroite collaboration avec le **Comité de liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées (CLCPH)**. De plus, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de mener une action volontariste en matière d'accessibilité en allant au-delà des normes en prenant en compte à la fois les prescriptions de la loi de 2005 mais également les recommandations émises par les partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de cette démarche. La priorisation du programme est basée en procédant par ligne de bus en fonction des critères hiérarchisés suivants : prise en compte des besoins exprimés par les personnes handicapées et à mobilité réduite, localisation des pôles générateurs de déplacements (santé, administrations, enseignement, culture, sports, activités économiques), prise en compte de la fréquentation du réseau et des pratiques des usagers (intermodalité), et prise en compte des évolutions du réseau bus à court – moyen terme liées à la restructuration du réseau et à ses adaptations. Un guide pratique « *préconisations pour l'aménagement d'un arrêt bus accessible* » (cahier des charges de la mise en accessibilité) a été mis en place ; il est mis à jour compte tenu des échanges continus entre la Métropole et le Comité de liaison et de coordination des personnes handicapées et afin d'intégrer les évolutions des normes.

2.1. Le matériel roulant :

Le matériel roulant tramway : 100% accessible

- Une identité visuelle différente pour chacune des lignes permettant ainsi leur repérage facile par les personnes malvoyantes ou atteintes de troubles du comportement, les personnes âgées et les enfants.
- Plancher bas avec seuil de porte réduisant l'espace avec le nez de quai des stations. Les rames des lignes 2, 3 et 4 profitent d'un plancher bas intégral.
- Aménagement intérieur « accessible » : éclairage et contraste visuel, glissance du revêtement de sol, emplacement réservé **UFR** (Usager en Fauteuil Roulant), positionnement des barres de préhension et des mains courantes, hauteur des boutons d'ouverture de porte et des valideurs de titres de transport inférieure à 1m30.
- Information sonore et visuelle : annonce de la prochaine station, de la ligne et de la direction, signaux d'ouverture / fermeture des portes, plan de la ligne et des correspondances. Les informations sont affichées sur des **écrans TFT** ("Thin-Film Transistor", technologie utilisée pour certains écrans)



Les 4 lignes de Tramway. Source 3M – Direction des Mobilités

Les points qui restent à améliorer sur le matériel roulant font suite à l'évolution réglementaire de 2005 en matière d'accessibilité et concernent essentiellement la ligne 1 qui a été mise en service en juillet 2000 (contraster les nez de marche, abaisser la hauteur des valideurs et des boutons d'ouverture de portes, créer un emplacement pour les fauteuils roulants). La reprise des différents éléments relevés au cours du diagnostic sur les tramways sera effectuée à l'occasion de la rénovation à mi-vie du matériel qui a débuté en 2015 pour s'achever en 2022.

Le matériel roulant bus : 100% accessible

- La Métropole a établi une programmation pluriannuelle de renouvellement du matériel roulant sur le **réseau urbain qui est 100 % accessible depuis 2012** (117 véhicules en exploitation commerciale).
- Tous les bus en exploitation commerciale sont à plancher bas et sont accessibles PMR avec palette rétractable. Le cas échéant, en fonction du dévers ou de la pente de la voie, les véhicules peuvent s'agenouiller pour améliorer l'accessibilité. En termes de confort, l'ensemble du parc est climatisé.



Le matériel roulant bus sur le réseau TaM- source 3M - Direction des Mobilités

Il est à noter que les nouveaux bus Urbanway sont livrés équipés de palettes PMR qui devraient être plus fiables que sur les anciens modèles.

2.2. Les points d'arrêt

Aménagement des stations de tramway : 100% accessible

- Aménagement des stations tramway : aménagement des quais, bandes d'éveil et de vigilance (BEV), barrières de protection, positionnement des mobiliers pour limiter les obstacles, revêtement des sols, contraste visuel, etc.
- Equipements présents en station : distributeur automatique de titres de transport (DAT), borne d'information voyageurs (BIV) qui présente une information dynamique (temps d'attente, destination, perturbations sur le réseau), information visuelle sur le réseau (plan du quartier, plan du réseau de transport, horaires, tarifs), information sonore pour les situations perturbées, mobilier urbains permettant d'assurer le confort (abris voyageurs, bancs, appuis ischiatiques, éclairage, corbeilles à papier). Depuis 2012, 46 valideurs de titres de transport sont installés sur les quais des stations Gare Saint-Roch, Observatoire, Saint Denis, Comédie, Corum, Louis Blanc, Place Albert 1er, Stade Philppidès, Boutonnet et Saint Eloi qui sont les principales stations du réseau.
- Mise en œuvre en 2010 d'annonces sonores extérieures aux stations de correspondance du réseau : Place de l'Europe, Corum, Gare Saint-Roch et Rives du Lez. L'information relayée concerne le numéro de ligne à l'arrivée d'une rame et

la destination. Les nouvelles stations d'échange de la ligne 3 sont toutes équipées de dispositifs d'annonces sonores.

- Aménagements urbains : largeur des cheminements, configuration des traversées de chaussée, feux avec annonces sonores, bandes de guidage.



Cheminement arrêt St-Martin Ligne 3 (source Ville de Montpellier - DCS)

Aménagement des arrêts bus : en cours de mise en accessibilité :

Fin 2017, le réseau bus de la Métropole exploité par TaM est composé de 12 lignes de bus qui desservent **Montpellier intra-muros (504 points d'arrêt)** et 24 lignes qui desservent toutes les communes de la Métropole (610 points d'arrêt). Sur les 705 arrêts prioritaires du réseau 576 ont été mis en accessibilité dans le cadre du SDA et la mise en accessibilité des **129 points d'arrêt prioritaires restant** est réalisée dans le cadre du Sd'AP.

Ce dernier, sur la base d'un diagnostic détaillé des composantes du réseau de transport (Points d'arrêt bus et tramway, information, pôles d'échange, matériel roulant (bus et tramway), points de vente) définit notamment une programmation des points d'arrêts prioritaire à aménager :

- Arrêts concernés par au moins 2 lignes
- Arrêts concernés par les 23 pôles d'échanges
- Arrêts situés à proximité des pôles générateurs de déplacements ou d'une structure d'accueil pour personnes handicapées ou âgées
- Au moins 1 arrêt accessible par commune
- Arrêts concernés par une liste complémentaire en accord avec le Comité de Liaison.



Accessibilité des bus (sources 3M - Direction des Mobilités et DAGEP)

L'accessibilité des arrêts bus a été évaluée en intégrant à la fois les aspects réglementaires et l'usage suivant une méthode d'évaluation élaborée conjointement avec le Centre de Recherche pour l'Intégration des Différences dans les Espaces de Vie (CRIDEV). Chaque arrêt bus a ainsi fait l'objet d'une notation par rapport à son **niveau de convenance en motricité** (handicap moteur) **et selon la méthode « 3P »** :

- **Perception** (le sensoriel : visuel, acoustique, tactile, olfactif, le ressenti global),
- **Psyché** (le mental : repérage, orientation, communication, simplicité, mémorisation, la temporalité),
- **Prévenance** (protection, la sécurité, l'hygiène, l'équilibre, le repos et la non-fatigabilité)

La note attribuée est comprise entre 0 et 4 et correspond à des niveaux d'accessibilité.

Le travail partenarial mené entre la Métropole et les associations par l'intermédiaire du Comité de Liaison a permis de s'accorder sur une définition de l'accessibilité qui se caractérise par la possibilité pour une personne handicapée de se déplacer en totale autonomie. En conséquence, il a été convenu d'identifier comme « **inaccessibles** » les arrêts ayant pour notes 0 et 1 qui seront revus prioritairement, et comme « **accessibles** » les arrêts ayant une note supérieure ou égale à 2.

Dans le cadre du Sd'AP, le coût total de la mise en accessibilité des arrêts prioritaires est estimé à **2,5M€**, dont 900k€ pour l'année 2016, 900k€ pour l'année 2017 et 700k€ pour l'année 2018 (fin prévue de la mise en accessibilité).

Les moyens financiers annuels consacrés au Sd'AP correspondent aux mêmes niveaux de dépenses réalisés ces dernières années dans le cadre des objectifs du SDA, en matière d'études et de travaux. La poursuite des études et des travaux de mise en accessibilité peut se faire dans la même continuité et avec les mêmes moyens humains et techniques.

Compte tenu de la volonté de la Métropole de permettre à tous, personnes handicapées et à mobilité réduite, de se déplacer sur le réseau, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aller au-delà des obligations réglementaires fixées par l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole poursuivra la mise en accessibilité des arrêts, y compris ceux qui n'ont pas été identifiés comme prioritaires. La mise en accessibilité de ces arrêts, hors **ITA** (Impossibilité Technique Avérée de mise en accessibilité), sera programmée, en poursuivant ligne par ligne, y compris au-delà de 2018.

Partie 3 : Liste des points d'arrêts de bus prioritaires à rendre accessible

Les structures d'accueil pour personnes handicapées ou personnes âgées :

Le décret 2014-1323 définit la structure d'accueil pour personnes handicapées ou personnes âgées ainsi : « établissements et services d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées ou personnes handicapées définis par les 2°, 3°, 5°, 6°, 7°, 11° et 12° du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles classés dans la première à la quatrième catégorie des établissements recevant du public, en application de l'article R. 123-19 du Code de la construction et de l'habitation ».

Afin d'identifier les établissements et services d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées ou personnes handicapées, la base FINESS (Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux) a été consultée. Cette base recense les établissements et services relevant de l'action sanitaire et sociale.

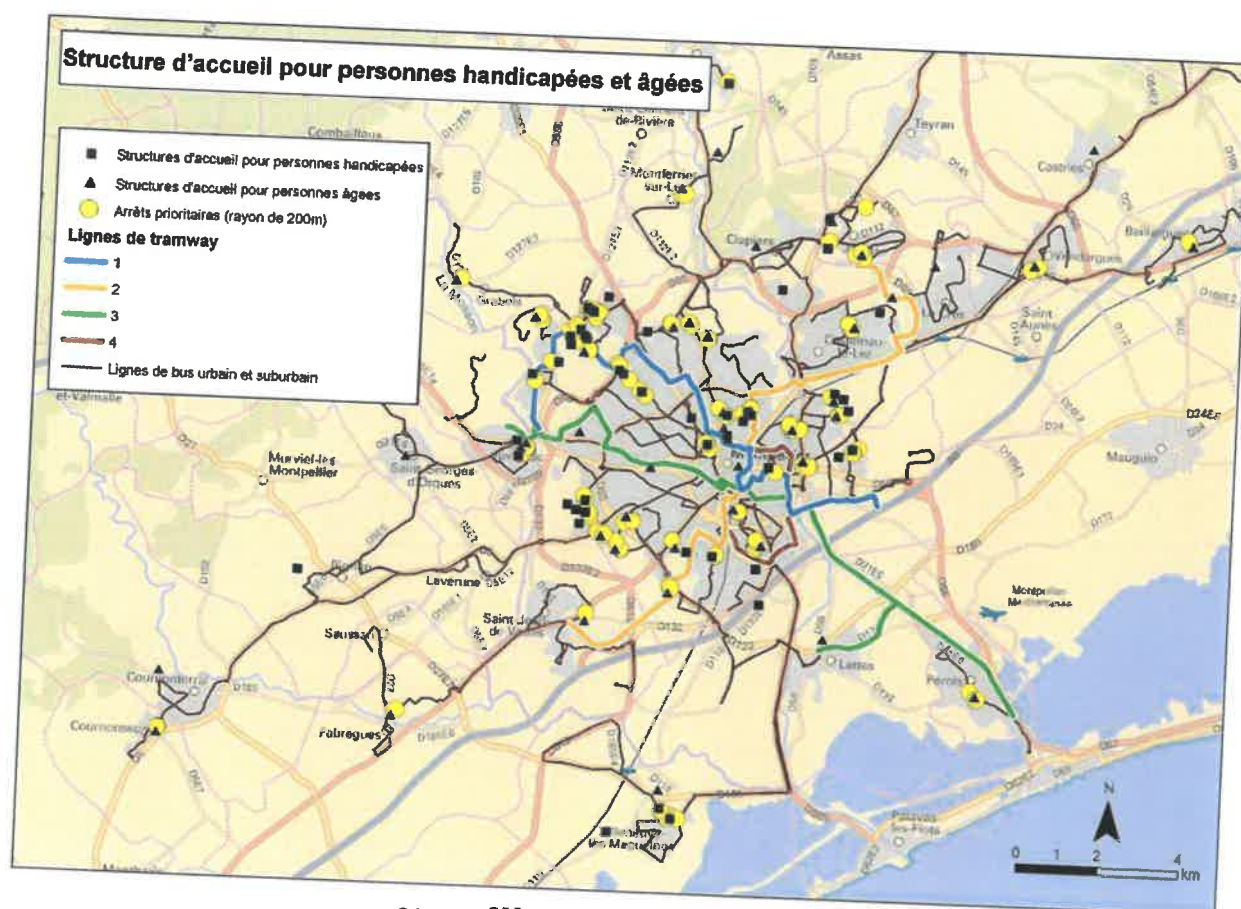
La liste des structures d'accueil comprend notamment les **EHPAD** (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes), les **ESAT** (Etablissement et Service d'Aide par le travail), **FAM** (Foyer d'Accueil Médicalisé pour Adultes Handicapés), **SAMSAH** (Service d'Accompagnement Médico-Social Adultes Handicapés), **SESSAD** (Service d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile), **IME** (Institut Médico-Educatif), **ITEP** (Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique).

Dans le cadre de sa politique volontariste en matière d'accessibilité, Montpellier Méditerranée Métropole a fait le choix d'aller au-delà de la définition du décret 2014-1323 en incluant les établissements d'accueil ou d'hébergement pour personnes âgées ou handicapées classés dans la cinquième catégorie des établissements recevant du public.

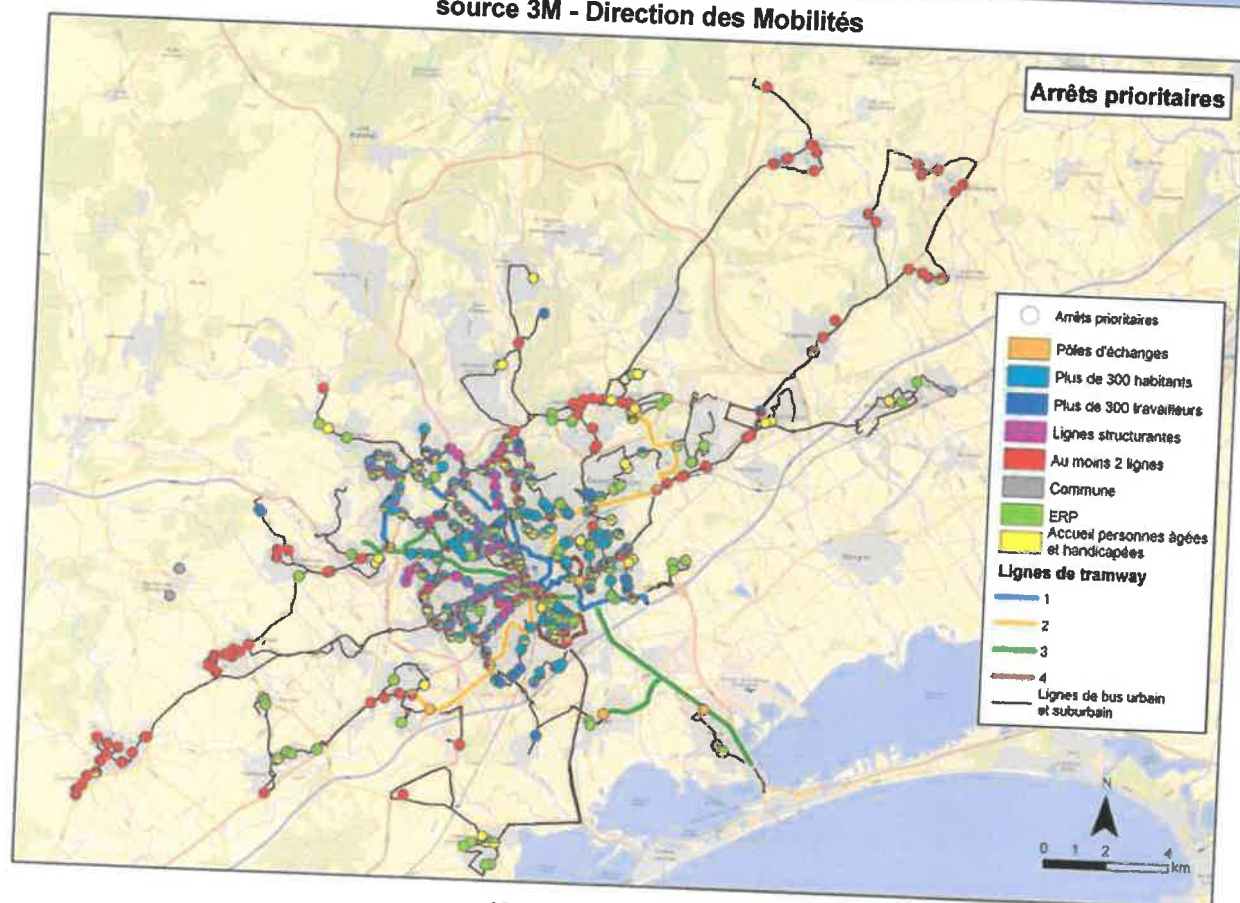
Sur le réseau de bus, 85 arrêts sont situés dans un rayon de 200 mètres d'une structure d'accueil pour personnes âgées et 53 arrêts sont situés dans un rayon de 200 mètres d'une structure d'accueil pour personnes handicapées, soit 129 arrêts.

Les Pôles Spécifiques :

Lors de l'élaboration du Schéma Directeur Accessibilité, les représentants du Comité de Liaison et de Coordination des Personnes Handicapées ont identifié les pôles spécifiques dont la desserte est importante pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite. En complément, lors de la réunion de travail et de concertation sur l'élaboration du Sd'AP, il a été demandé au Comité de Liaison de recenser les nouveaux arrêts par rapport au diagnostic de 2009. Il s'agit des points suivants : **MDPH, AFM, PROPARA, ESAT-APF, Mairies annexes, Maisons Pour Tous, CAF, CPAM CARSAT**. Ces points suivants ont été intégrés dans chacune des catégories concernées (ERP, établissements d'accueil des personnes handicapées ou âgées,...). Ils représentent 50 arrêts de bus du réseau.



source 3M - Direction des Mobilités



source 3M - Direction des Mobilités

Partie 4 : Modalités de formation des personnels et d'information des usagers

1. Formation des personnels

La Métropole veille à la formation des personnels en contact avec le public aux besoins des usagers handicapés. Cette formation est assurée directement par le délégataire TaM et est intégrée au processus global de formation de l'entreprise.

1.1. Formation initiale :

Tous les conducteurs de l'exploitant TaM sont formés à la conduite des tramways et des bus urbain) puis à l'approche commerciale et clientèle. Par ailleurs une formation de 3 jours est dispensée à chaque conducteur sur la gestion de la relation client, et plus précisément son positionnement dans les situations conflictuelles et complexes, autour de la connaissance de soi et de son rapport à l'autre.

1.2. Formation continue obligatoire des agents de conduite

Tous les 5 ans, l'ensemble des agents de conduite doit suivre une Formation Continue Obligatoire (FCO) dont la question de l'accessibilité fait partie des points abordés :

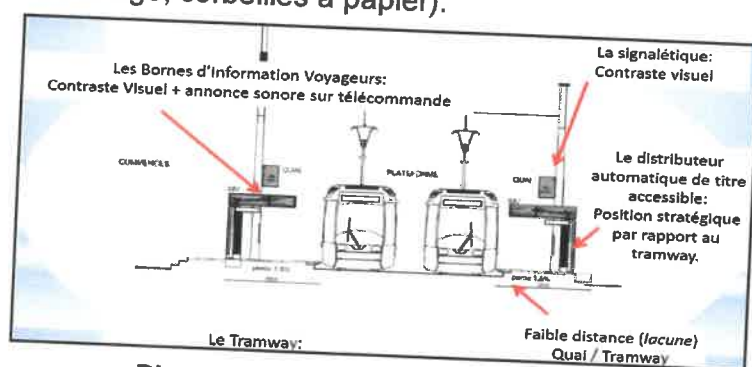
- La sensibilisation au handicap et la prise en compte des voyageurs handicapés ; les comportements contribuant à la valorisation de l'image de marque d'une entreprise et au développement de la qualité de service.
- **Sensibilisation du personnel** à l'environnement des personnes en situation de handicap pour l'ensemble de l'entreprise

Formation complémentaire, fin 2015, l'exploitant a programmé la formation de ses propres formateurs internes par l'organisme de formation de Transdev. Cette formation d'une durée de trois jours a permis d'acquérir l'ensemble des connaissances nécessaires pour déployer une sensibilisation de l'ensemble des 800 agents en lien avec la clientèle à la question de l'accessibilité (conducteurs, encadrants, agents commerciaux, agents du stationnement, contrôleurs/vérificateurs). Le Comité de Liaison a été sollicité pour participer et accompagner cette démarche.

2. Information des usagers

2.1. Tramway

- Information sonore et visuelle : annonce de la prochaine station, de la ligne et de la direction, signaux d'ouverture / fermeture des portes, plan de la ligne et des correspondances. Les informations sont affichées sur des écrans TFT.
- Equipements présents en station : borne d'information voyageurs (BIV) qui présente une information dynamique (temps d'attente, destination, perturbations sur le réseau), information visuelle sur le réseau (plan du quartier, plan du réseau de transport, horaires, tarifs), information sonore pour les situations perturbées, mobilier urbains permettant d'assurer le confort (abris voyageurs, bancs, appuis ischiatiques, éclairage, corbeilles à papier).



Plan schématique des quais (sources 3M)

Les personnes aveugles peuvent être informées des arrivées et de l'état du trafic en actionnant la balise sonore (située sous la BIV) avec leurs télécommandes universelles (fréquence 868,3 MHz).



Télécommande universelle actionnant les BIV (sources 3M)

- Mise en œuvre en 2010 d'annonces sonores extérieures aux stations de correspondance du réseau : Place de l'Europe, Corum, Gare Saint-Roch et Rives du Lez. L'information relayée concerne le numéro de ligne à l'arrivée d'une rame et la destination. Les nouvelles stations d'échange de la ligne 3 sont toutes équipées de dispositifs d'annonces sonores.

2.2. Bus

- Equipements : l'ensemble du parc est équipé d'un bandeau qui permet de faire défiler une information visuelle (numéro de ligne, destination, prochain arrêt). Progressivement les bandeaux sont remplacés par des écrans TFT à l'instar des véhicules les plus récents (CITELIS) qui permet d'afficher des informations spécifiques (ligne, sens, déroulé de la ligne, information clientèle, ...). Le système fonctionne par liaison GPS, en lien avec le système d'aide à l'exploitation (SAE). Depuis 2011, le dispositif est complété par une information sonore embarquée.
- la mise en place de 280 bornes d'information voyageurs (BIV) aux points d'arrêt sur le réseau s'est déroulée sur plusieurs années sur les principaux arrêts de bus.

2.3. Espaces mobilité

Les nouveaux espaces de mobilité ouverts au public en juillet 2013 sont accessibles. Ils intègrent des évolutions des supports d'information et de communication en proposant outre un accueil personnalisé ouvert sur les différentes offres de transport proposées par la collectivité, de multiples services numériques (gestionnaire de file d'attente, bornes informatiques, prise de rendez-vous par Internet, plans numérisés,...) et dématérialisés sur le site internet.

L'agencement des espaces commerciaux, le choix des matériaux et la manière d'appréhender l'accueil du client ont été étudiés avec minutie, et proposent une atmosphère détendue et agréable avec un éclairage doux, des tons chauds et authentiques.

2.4. Actions complémentaires

Suite à la demande du Comité de travailler sur des plans du réseau en braille, TaM a consulté un prestataire pour proposer un document qui réponde à cette demande et permette d'informer non seulement les usagers déficients visuels pratiquant le braille mais aussi d'autres usagers. Cette évolution fait l'objet d'échanges réguliers et devrait aboutir en 2017.

Enfin, une application pour smartphone « EMMA » (Espace Mobilité Montpellier Agglomération) a été déployée au cours de l'année 2016 avec vocalisation des informations. Elle est le fruit d'un travail mené avec le Comité de Liaison et en lien avec l'exploitant TaM du réseau de transport. En plus de l'information dynamique en temps réel, cette application permet, via un compte personnel, de s'inscrire à des alertes de trafic, de

suivre ses consommations et abonnements, de faire ses démarches à distance (déclaration de vols, émission d'une réclamation...), ou de régler ses amendes.

Partie 5 : Suivi de l'exécution du Sd'AP

L'ordonnance du 26 septembre 2014 précise qu'un bilan des travaux d'accessibilité doit être transmis à l'autorité compétente qui a approuvé ce Sd'AP à la fin de la première période d'application du Sd'AP, soit avant le 16 avril 2019, ce qui correspond aux 3 ans pour la mise en accessibilité des réseaux urbains.

Etant entendu que la concertation et les réunions de travail sur différentes thématiques se poursuivent en parallèle tout au long de l'année avec notamment le Comité de Liaison et de Coordination des Personnes Handicapées. Un cycle régulier de réunions sera mis en place.

Partie 6 : Service de transport adapté :

Le GIHP LR (Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques Languedoc Roussillon) a mis en place un dispositif d'Aide et d'Accompagnement à la Mobilité soutenu principalement par Montpellier Méditerranée Métropole. Il permet une réponse très large aux besoins des personnes vivants le handicap, grâce à l'action des intervenants accompagnateurs-conducteurs et de véhicules spécialement adaptés. Cette réponse correspond aux attentes des associations représentées notamment par le Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques. Le partenariat a été renouvelé pour 2016-2018.

Le GIHP c'est 5 300 bénéficiaires sur la Région dont 1 090 sur la Métropole et 518 sur Montpellier, représentant un total de 23 000 personnes accompagnées par mois. C'est aussi 17 bénévoles qui dirigent l'association par le biais de son Conseil d'administration et 439 salariés. Le dispositif d'Aide et d'Accompagnement à la Mobilité fonctionne habituellement de 6h à 1h du lundi au dimanche. Il est réalisé un accompagnement porte à porte, voire de l'intérieur du lieu de départ à l'intérieur du lieu d'arrivée selon les besoins effectifs des bénéficiaires. Il s'adresse aux adhérents ayant un handicap ne leur permettant pas d'utiliser les transports en commun pour l'origine-destination souhaitée. L'utilisation des transports en commun accessible est encouragée dès que possible.

L'accès aux services est déterminé sur dossier, en fonction du handicap. Il est réservé en priorité aux bénéficiaires non et mal voyantes, aux personnes en fauteuil roulant (UFR), et aux personnes ayant un autre handicap qui s'avère incompatible avec l'utilisation du réseau structurant TaM après avis d'une commission interne.

La participation aux frais de gestion a été fixée à 2,50 € par trajet en semaine et 3,90 € le soir, les week-ends et les jours fériés. Le coût du transport est entièrement porté par le soutien de financements publics, principalement par Montpellier Méditerranée Métropole. Pour utiliser le service, il est préférable de réserver à l'avance. Néanmoins, la réservation le jour même est possible en fonction des disponibilités. L'adhésion à l'association GIHP s'élève à 25 Euros.

Pour assurer le service sur le périmètre montpelliérain, le GIHP dispose de 24 véhicules de gabarits différents afin de pouvoir s'adapter à la demande. Les télécommandes fournies par la Ville de Montpellier sont fixées au tableau de bord des véhicules. Elles,

permettent d'accéder dans les secteurs dont l'accès est limité par des bornes (Ecusson, etc.) afin d'amener les adhérents du GIHP au plus près de leurs destinations.

En 2017, LE GIHP-LR a développé son innovation « électrique » par l'ajout de 2 nouveaux véhicules dont le confort est amélioré encore par de nouvelles suspensions spécifiques. Ces suspensions ont été également montées sur le premier véhicule de 2016. Une plateforme de recharge rapide (plein en 30 mn) a été mise en place pour permettre une utilisation continue de ces véhicules dans le dispositif d'Aide et d'Accompagnement à la Mobilité du GIHP.

Dans le même esprit, 2 véhicules ont été remplacés avec des hayons élévateurs au lieu de rampes, ce qui améliore également la qualité de l'accompagnement. La formation des intervenants à l'éco-conduite est systématisée grâce à des formateurs internes disposant d'outils de formation performants (tablette à bord)

Le GIHP a aussi développé un service de location de véhicules aménagés (sans conducteurs) et d'un véhicule à poste de conduite adapté.



Photo 1 : Véhicule du GIHP sur une place GIG-GIC adaptée (source DAGEP)

Photos 2 et 3 - Château de Grammont, Ville de Montpellier, 50 ans du GIHP-LR le 20 juin 2016, présentation du premier véhicule électrique en France pour le transport adapté (source DCS)

3/ CADRE BATI – ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

3.1) Les Ad'AP : un nouveau contexte réglementaire :

Le 26 septembre 2014, l'Etat a légiféré par ordonnance, un système dérogatoire appelé « **Agenda d'Accessibilité Programmée** » (Ad'AP). L'Ad'AP est une programmation budgétaire qui engage les propriétaires/gestionnaires/exploitants d'ERP à réaliser des travaux dans un délai déterminé (de 1 à 3 périodes de 3 ans selon le parc d'ERP) et de respecter les règles d'accessibilité selon des contraintes administratives et financières.

Par délibération du 17 décembre 2014, la Ville de Montpellier qui gère plus de 300 ERP, s'est inscrite dans la démarche de mise en œuvre d'un Ad'AP qui permet de respecter les mises en conformité et d'ouvrir les établissements à tous

Pour ce faire, la Direction Architecture et Immobilier (DAI) de la Ville de Montpellier a lancé le 24 octobre 2014 **un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un Ad'AP**. Au premier semestre 2015, le bureau d'études Accèsmétrie, spécialisé en accessibilité, a répondu à ses trois missions :

- réaliser un état des lieux en recueillant toutes les données sur le parc des ERP de la Ville (réactualiser les diagnostics et réaliser ceux des derniers bâtiments), accompagner et formaliser la stratégie de mise en accessibilité.
- assurer une concertation avec les personnels en charge de l'accessibilité et des associations de personnes en situation de handicap, puis budgétiser un programme pluriannuel de travaux dans le cadre des Ad'AP.
- formaliser et remettre le dossier des Ad'AP au Maître d'Ouvrage pour validation

3.2) Mise en place des Ad'AP :

L'année 2015 a été, en grande partie, une période intense d'élaboration de l'Ad'AP par la Direction **DAI-GAPS (Gestion Active de la Propriété et Sécurité)** : 2 réunions de concertations (04/02 et 20/02/2015), élaborations des diagnostics complémentaires, 3 Comités de Pilotage (03/03/2015; 10/04/2016, 30/06/2016), 8 Comités Techniques, (26/02, 13/03, 27/03, 23/04, 23/05, 04/06, 17/06, 29/07/2015) présentations aux membres valides et PMR des Groupes de Travail Cadre Bâti de la Commission Communale pour l'Accessibilité les 25/06 et 21/07/2015.

Ce qui a permis à la Ville de Montpellier de voter l'Ad'AP en Conseil Municipal du 29 septembre 2015 (cf. Annexes 9), de le déposer à la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) le 30 septembre 2015 pour être validé le 31 décembre 2015 par la Préfecture de l'Hérault.

Ainsi dans le cadre des Ad'AP, le coût de la mise en accessibilité totale des **305 ERP communaux est estimé à 35 millions d'euros TTC** pour permettre de résoudre les 7 679 obstacles diagnostiqués.

Le démarrage des travaux est prévu sur 3 périodes de 3 ans selon les priorités de mise en conformité et la complexité des réalisations : 2016-2018, 2019-2021, 2022-2024.

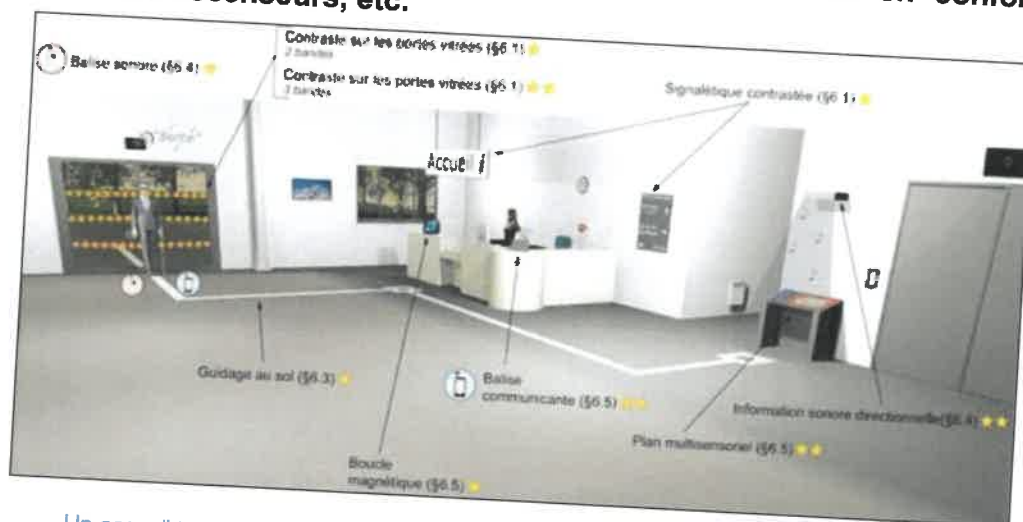
Le Conseil Municipal a validé le fait que les budgets d'opérations de travaux s'effectueront par palier : le premier palier de 3 ans s'élève de 1, 5 M€ à 4 M€, le deuxième palier à 4 M€ annuel et enfin un dernier palier à 5 M€ annuel.
La dépense de la Ville à la fin de la première période de 3 ans s'élèvera à 8 000 000 € soit 23 % du budget global de l'Ad'Ap.

Au vu du nombre de bâtiments concernés et du volume financier, il est apparu nécessaire à la Ville de procéder à une priorisation de ses interventions. Ce sujet a été débattu dans le cadre du groupe de travail « Cadre bâti » de la CCA. Il a été décidé avec les associations représentant les personnes handicapées de retenir 7 critères (comme pour le PAVE) :

- 1) la fréquence de l'usage,
- 2) le classement éventuel comme monument historique,
- 3) sa géographie et sa localisation,
- 4) les travaux d'entretien à prévoir,
- 5) l'accessibilité des abords
- 6) la proximité d'un arrêt de tramway accessible
- 7) la fréquentation des lieux

Ainsi, il a été retenu de rendre accessible les Maisons pour Tous, les Mairies de Proximité, les écoles, les crèches, les gymnases, les salles culturelles, les salles protocolaires, les postes de police, etc.

Pendant la première période de 3 ans (2016-2018), la mise en accessibilité peut être souvent une affaire de détail de travaux à réaliser, exemples : vidéo portier, balise sonore à l'entrée, création de rampe d'accès, élargissement de portes, modification des accueils, adaptation des sanitaires, signalétique, installation de boucles magnétiques, adaptation des système de sécurité, la mise en conformité des escaliers et des ascenseurs, etc.



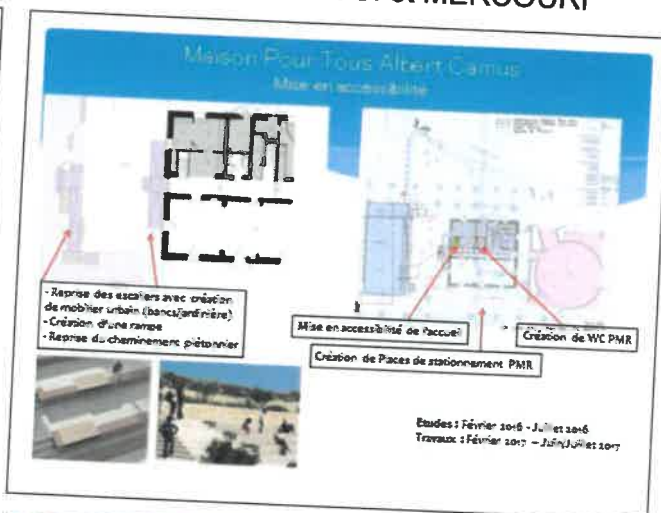
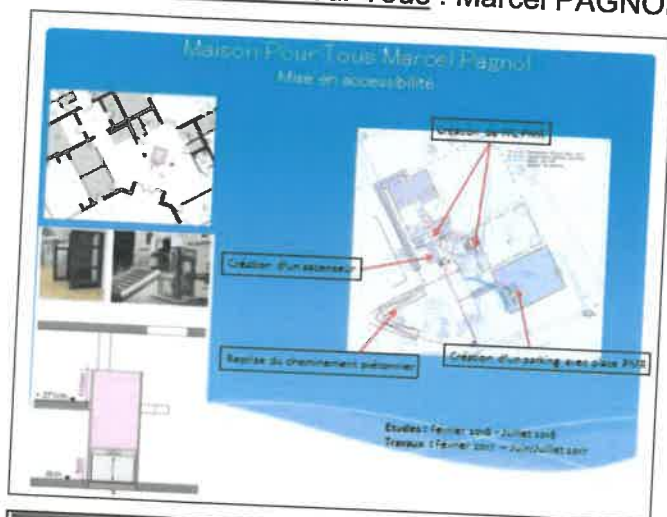
Un accueil type. Source : SYNAFEL (Syndicat national de l'enseigne et de la signalétique)

Mandatement de la SA3M : le 3 octobre 2016, la ville a mandaté SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, branche de la SERM, (Société d'Équipement de la Région de Montpellier) pour conduire, à partir de début 2017, les travaux d'accessibilité et recruter un Conducteur des Opérations pour la suite des Ad'AP, et ce en lien avec et la Direction Architecture et Immobilier (DAI) de la Ville de Montpellier.

Ainsi sur les 305 ERP de la Ville, répartis sur 248 sites, la mise en accessibilité est mise en œuvre sur 238 ERP par SA3M (enveloppe travaux de 21 M€) et 67 ERP par la Ville de Montpellier qui ont des caractéristiques spécifiques (églises, monuments historiques, etc.).

Cette première période comprend aussi des études et de travaux :

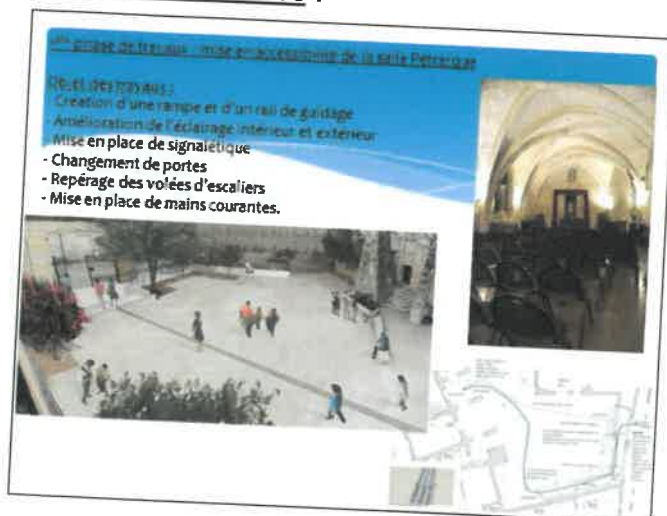
- **Maisons Pour Tous** : Marcel PAGNOL, Albert CAMUS, COLUCCI et MERCOURI



Création de cheminement pour rendre accessible le jardin partagé de la Maison pour tous COLUCCI

Sources : Ville de Montpellier-Direction Architecture et Immobilier-GAPS-SCOP-SA

- Salles Protocolaires :



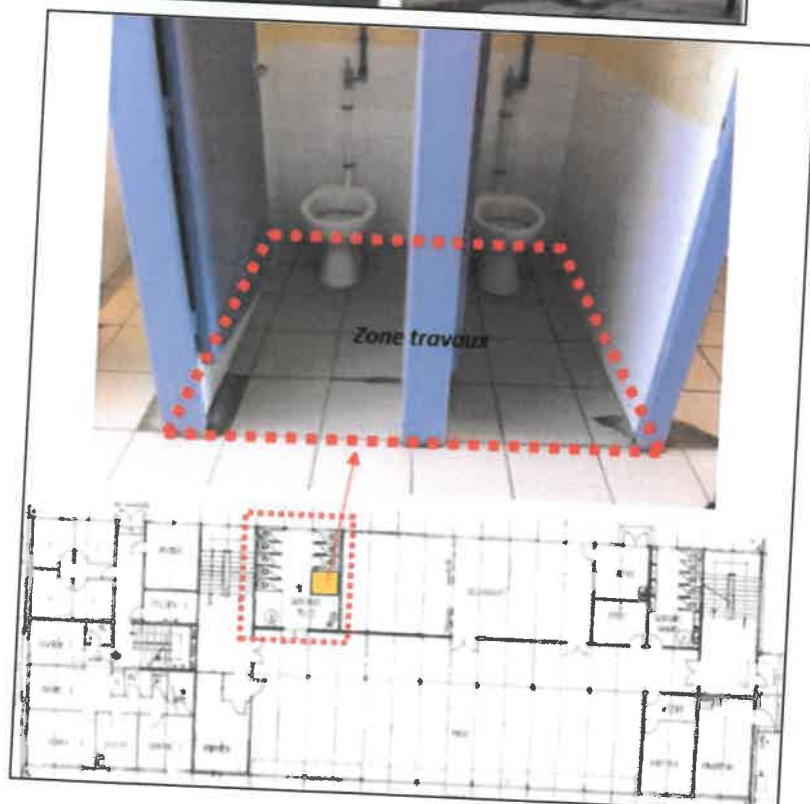
Hôtels De BASCHY Du CAYLA et De VARENNES (Salle PETRARQUE, études en 2016 et travaux en 2017)

Sources : Ville de Montpellier-Direction Architecture et Immobilier-GAPS-SCOP-SA

- Education: Ecoles BOULLOCHE, HEIDELBERG, GALILEE, GARIBALDI

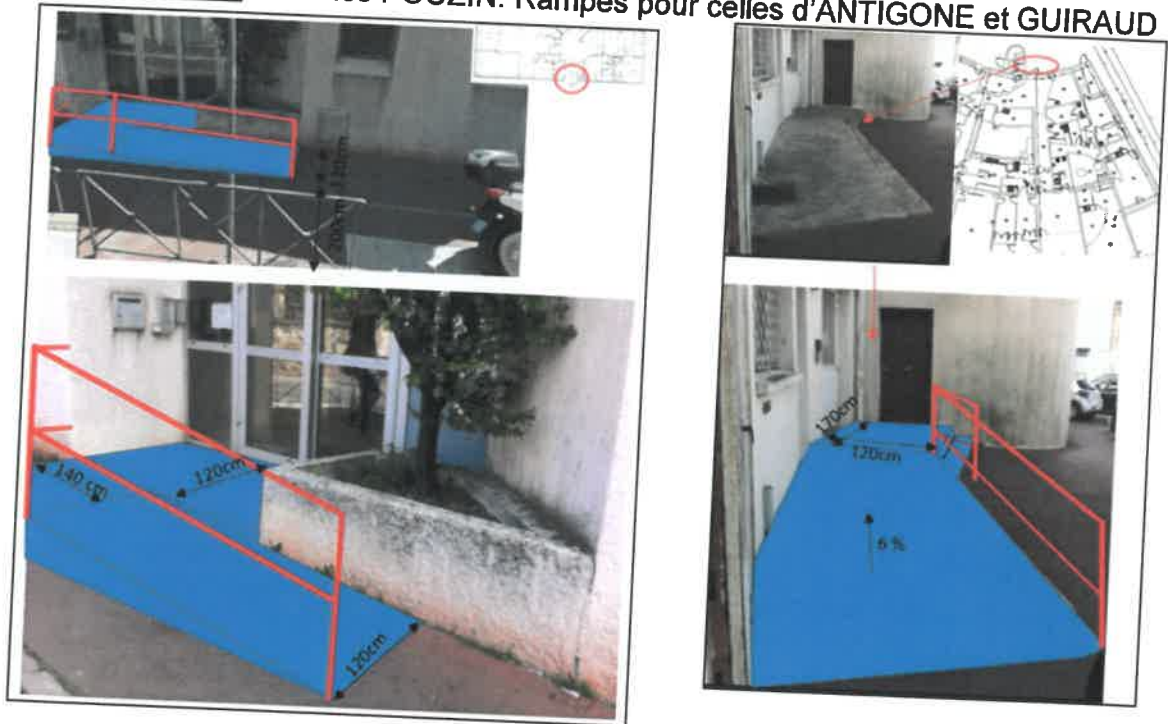


Mise en sécurité des escaliers et création d'un ascenseur pour les écoles Élémentaires GALILEE et GARIBALDI



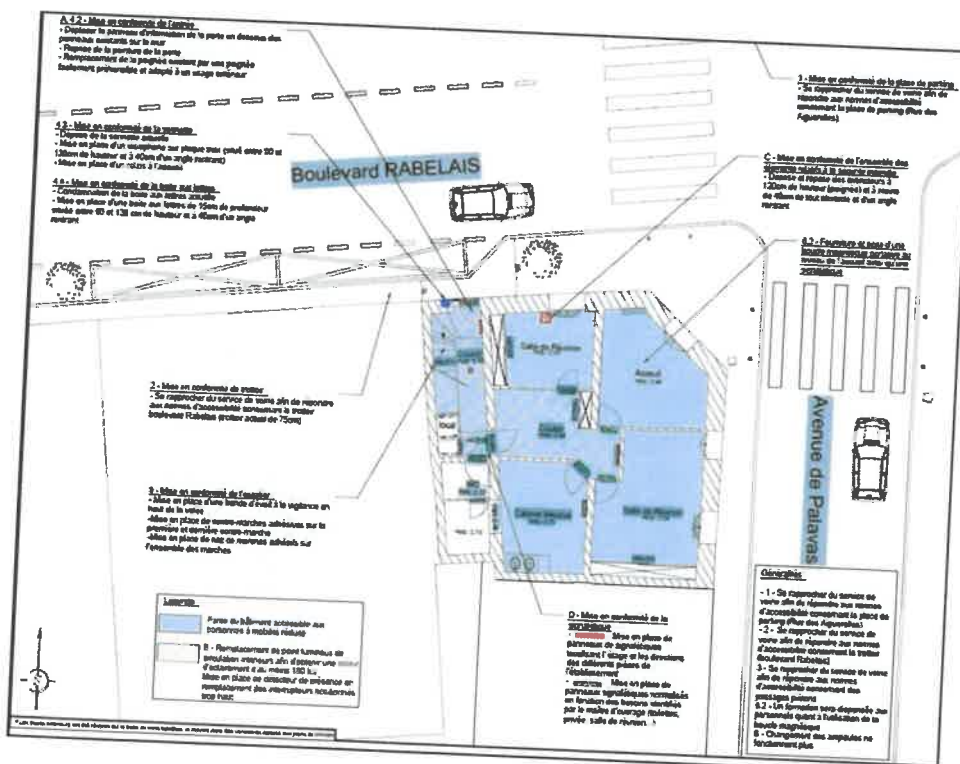
Exemples de création de sanitaires adaptés

- Petite Enfance : Crèches POUZIN. Rampes pour celles d'ANTIGONE et GUIRAUD



Source : Ville de Montpellier-Direction Architecture et Immobilier-GAPS-SCOP-SA

- Bâtiments culturels : salle Louis FEUILLADE
- Etablissements sportifs : Gymnases Jean BOUIN, OLYMPIE (Antigone), salle de boxe Jean FARRE
- Divers : Locaux municipaux attribués aux associations des Restos du Cœur et du Planning Familial (ci-dessous).



3.3) La concertation des membres de la CCA en amont de tout aménagement :

Pour information, la démarche des diagnostics préalable aux Ad'AP s'est appuyée sur les visites avec les membres de la CCA des :

- **Maison Pour Tous François VILLON** pour des travaux de mise en conformité (80 000 euros TTC) : stationnement et cheminement extérieur pour accéder à la MPT, disposition des entrées principale et secondaire, aménagements des banques du hall d'accueil, ouverture et revêtement des portes vitrées extérieures et intérieures, conformité de l'escalier et de l'ascenseur, sécurité incendie et oculus des portes, signalétique du bâtiment, préhensibilité des poignées de portes, disposition des accessoires dans les toilettes.



Entrée avec balise sonore et autocollants sur les portes



Visite des salles, ascenseur, toilettes et escalier aux normes

Source : Ville de Montpellier-Direction Cohésion Sociale



Nouvelle banque, signalétique et boucle magnétique portative.



Aménagement places de parking GIG-GIC

Source : Ville de Montpellier-Direction Cohésion sociale

- **Maison Pour Tous ESCOUTAÏRE et Halte-Garderie « L'Oustal Dou Caganis »**
Visites avec la CCA en 2013 pour une mise en accessibilité du bâtiment à 370 000€ TTC. Après une phase d'études en 2014, les travaux ont été réalisés en 2015.



Source : Ville de Montpellier-Direction Cohésion Sociale

Aménagements extérieurs



Source : Ville de Montpellier-Direction Architecture et Immobilier-GAPS-SCOP-SA

La Ville possède de nombreux ERP totalement conformes qui servent d'appui aux travaux de mise en accessibilité :

- l'école maternelle de Gaulle-Anthonioz (Rives du Lez) - 2004,
- l'école élémentaire Jaurès (Rives du Lez) - 2005,
- l'école Rabelais (Malbosc) - 2006,
- l'école primaire Michel de l'Hospital (Millénaire) - 2007,
- l'école primaire Olympe de Gouges (Ovalie) - 2009-2011,
- l'école Mitterrand (Malbosc) - 2012,
- l'école primaire Chengdu (Port Marianne) - 2013,
- l'école primaire Beethoven (Croix d'Argent/Sabines) - 2013/2014 (2^e tranche),
- la Maison Pour Tous Rosa Lee Parks (Malbosc) - 2009,
- le cinéma Nestor Burma (Celleneuve) - 2011,
- le nouvel Hôtel de Ville de Montpellier (Prés d'Arènes) - 2011,
- la crèche Adélaïde Cambon (Prés d'Arènes) - 2012,
- la crèche Joséphine Baker (Ovalie) - 2012,
- la Panacée, Centre de Culture Contemporaine (Centre-Ville) a ouvert a été visité le 3 juillet par les membres du Groupe de travail « *Cadre Bâti* ».
- la salle de spectacle du Rockstore (Centre-Ville) réaménagée en 2013.
- la salle de spectacle Rabelais (Centre-Ville) mise en accessibilité en 2013.
- le groupe scolaire CHENG-DU (Port Marianne) – 2014,
- la Halte-Garderie les Copains d'abord (Hauts de Massane) – 2014
- l'école maternelle Madeleine Bres (Cévennes) – 2014 pour une extension et une mise en accessibilité des sanitaires
- l'école maternelle Louis Figuié (Centre-Ville) – 2014 pour une extension et une mise en accessibilité des sanitaires
- Château de Grammont – 2014 réaménagement des toilettes valides et PMR
- Groupe Scolaires MALRAUX et BEETHOVEN - 2015
- Groupes Scolaires FIGUIER, SENGHOR, LANGEVIN, MACE, De GAULLE-ANTHONIOZ, PAINLEVE, MOZART, LANGEVIN, KERGO MARD, OLYMPE De GOUGES, PAPE CARPENTIER (Annexe), Restaurant Scolaire La Rauze, Centre de Loisirs Astérix (dépendances) - 2016.
- Crèches Petit Prince de Boutonnet, Halte-Garderie Villeneuve d'Angoulême -2016
- Salles Protocolaires NOGARET-PITOT, Jacques 1^{er} d'ARAGON, Pavillon de l'Hôtel de Ville (bassin Jacques CŒUR) - 2016
- Sites administratifs ; Mairie de Proximité des Aubes-Pompignane, Maison BARONCELLI, Etats civils des cimetières, Poste de Police Municipale, Fourrière Municipale – 2016
- Bâtiments culturels : Salle Louis FEUILLADE, cinéma Nestor BURMA, Carré Sainte-Anne, Pavillon BAGOUET, Chapelle St-Charles, Musée de la Pharmacie et Chapelle de la Miséricorde – 2016
- Etablissements sportifs : Gymnase GAMBARDELLA, BESSIERE, COLAS, RABELAIS, Salle des Sports des Gènes, du Petit Bard, Club House et vestiaires du stade CANDELA, Centre équestre de Montpellier - 2016
- Divers : Chapelle St-LAZARE, Agence Locale de l'Energie, Halles Jacques CŒUR - 2016

3.4) La Cartographie numérique sur l'accessibilité :

Enfin, à l'initiative de la Direction Architecture et Immobilier, une **Cartographie numérique sur l'accessibilité** a été développée par la Direction des Systèmes d'Information. Cette application est issue de cartes et bases de données des différentes Directions et Services de la Ville traitant de l'accessibilité.

Elle permet aussi de prendre en compte les données d'autres gestionnaires d'établissements recevant du public. Elle offre de nombreuses possibilités avec des « filtres » (symbologie) qui permettent de faire apparaître de manière dynamique les informations souhaitées, comme par exemple : la dénomination et la qualification des lieux, l'accessibilité par bâtiment géré par la Ville (Mairies de proximité, Maisons Pour Tous, etc.), la capacité d'accueil, l'état de la voirie, la localisation des feux sonores, les lignes et arrêts de Tramway et de bus, les places de parking GIG-GIC aux dernières normes (en vert) ou non (en rouge), etc.

Les associations de personnes en situation de handicap ont la possibilité de faire des retours sur des expertises d'usage via le Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques.



Cette cartographie interactive est consultable par le citoyen sur le site de la Ville.
(<http://www.montpellier.fr/4098-cartographie-de-l-accessibilite-de-montpellier.htm>).

3.5) Encourager la mise en accessibilité des locaux d'activités :

- Par délibération du 29 mai 2012, la Ville de Montpellier avait entériné le lancement d'une campagne d'aide à la requalification des devantures des 950 locaux d'activités (commerçants, artisans) du centre-ville dans le cadre de l'opération 'Montpellier Grand Cœur'. Une participation de l'Etat (15%) au titre du Fonds d'Intervention pour les Services l'Artisanat et le Commerce (FISAC) et de la Ville (20%) règlementait le taux de prise en charge des travaux. A ce dispositif s'ajoutait **une prime forfaitaire de 500 euros si les travaux ont conduit à rendre le local accessible aux personnes à mobilité réduite** (cf. annexe n°8). Dans un premier temps, la délibération du 07 mai 2015 élargissait le périmètre, puis le FISAC a pris fin le 9 novembre 2015 mais la participation financière de la Ville a été augmentée, en passant de 20 à 50%. Ainsi le rythme annuel de réalisation a triplé et le nombre de dossiers en cours est important. Cette aide de la Ville s'est poursuivie jusqu'en mai 2017. Ainsi sur 43 commerçants ayant bénéficié d'une subvention de la Ville pour la requalification de leur devanture, 20 ont perçu une prime de 7 300 sur 14 000 € de travaux en moyenne.

Les 23 autres ont bénéficié d'une dérogation ou avaient un commerce déjà accessible (6 dérogations, 10 rampes amovibles et 7 commerces de plain-pied déjà accessibles).

3.6) Développement d'actions visant à faciliter l'accueil du public en situation de handicap :

- **Accessibilité du nouvel Hôtel de Ville** qui a été travaillée avec des représentants du Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques (CLCPH) :
 - **parvis** : 2 bandes de guidage le traversent afin de permettre aux non-voyants et malvoyants d'arriver jusqu'au sas d'entrée.



- **Sas d'entrée** : une balise audio spécifique située à l'entrée de l'Hôtel de Ville, permet aux personnes équipées d'une télécommande universelle de se signaler auprès d'un agent placé derrière la banque d'accueil. Ainsi alerté, un agent se rend à la rencontre de l'usager et le guide dans ses démarches administratives.

La **télécommande universelle** (fréquence 868,3 MHz) est offerte par la Métropole (35 € TTC). Les personnes déficientes visuelles habitant Montpellier peuvent l'obtenir auprès du CCAS de Montpellier moyennant certains justificatifs. Elle actionne aussi les feux sonores des passages piétons et signale les arrivées des tramways sur les quais.



- **banques d'accueil** : des tailles différentes permettent de recevoir le public valide ou PMR, de face ou sur le côté.
- **boucle magnétique portable** : est à disposition du public malentendant qui est appareillé
- **guichets individuels** : des Services Population, Etat Civil et Vie Quotidienne ont une ergonomie suffisante pour l'accessibilité des PMR et plus largement pour la confidentialité des informations échangées avec le public. Un chiffre et un signal sonore permettent d'orienter le public.



- **Six ascenseurs** : pour les aveugles et malvoyants, les boutons des étages sont en relief et en braille, et une voix numérisée annonce les étages.
- **Salles de réunion** : plusieurs salles sont équipées de micros et de boucles magnétiques permettant aux personnes malentendantes d'assister à des réunions (salles N2 Lironde et Rives du Lez, N6 rives du Lez, N8 Rives du Lez, Salle du Conseil Municipal, Salle de Presse, Salle Jean JAURES, Salle des Rencontres, Hall du Rez-de-Chaussée lors de prise de parole).

4/ CADRE BATI – LOGEMENTS

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de **Montpellier Méditerranée Métropole** a vocation à définir la conduite de la politique locale du logement en coordination avec les autres domaines de la planification urbaine. Il définit, pour une durée de 6 ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à **répondre aux besoins en logements et en hébergement** en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements

Le PLH de Montpellier Méditerranée Métropole a été adopté le 27 novembre 2013 par le Conseil de Métropole après plus de deux ans d'étude et de concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur de l'habitat au travers d'ateliers de travail, de comités avec les Maires et d'Assises de l'habitat.

Le PLH 2013-2018, fixe un objectif de production de 5 000 logements par an, soit 30 000 logements sur 6 ans sur toute la Métropole.

Plus précisément à Montpellier, il est prévu la production de **2 500** logements par an, soit **15 000** logements sur la période 2013-2018 répondant aux normes d'accessibilité.

A titre d'exemple, le recensement des bailleurs fait état de :

- FDI Habitat sur Montpellier : 407 logements dont 152 sont accessibles et 6 adaptés
- ACM Habitat : 10% du parc est accessible. Chaque opération de construction neuve comprend obligatoirement un logement en rez-de-chaussée complètement adapté aux handicaps les plus courants.

Le PLH fixe un objectif minimum de 30% de logements locatifs sociaux au sein de la production neuve. Cet objectif s'applique pour chacune des 31 communes. A l'échelle de **Montpellier Méditerranée Métropole**, cela équivaut à 1500 logements locatifs sociaux à réaliser par an. Sur Montpellier, l'objectif est de produire 4 500 logements locatifs sociaux sur la période 2013-2018, soit 750 logements en moyenne par an.

A Montpellier, en 2015, l'extension de 66 places de l'EHPAD du quartier de la Croix d'Argent a été financée en PLS (Prêt Locatif Social). Plus largement, à noter, la programmation dans le PLH 2013-2018 du financement de 6 EHPAD sur le territoire de la Métropole.

Les « Résidences – Services » : le PLH fixe également un objectif de création de 4 à 5 « Résidences – Services » dédiées aux seniors dans le parc locatif social avec plusieurs points de vigilance :

- le risque de requalification de celles-ci en établissement social et médico-social relevant du code de l'action sociale et des familles,
- la qualification, le montant et la facturation des éventuels services dédiés,
- la compatibilité du statut du logement social avec certains montages juridiques et financiers développés dans le marché libre,
- la prise en compte des exigences des réservataires dont celles de l'Etat notamment.

Les logements sociaux fléchés "Seniors" : 103 logements locatifs sociaux adaptés à l'accueil de personnes âgées ont été créés au sein de 6 opérations locatives sociales en 2015 et 2017 sur le territoire métropolitain, dans des résidences de logements sociaux dites « ordinaires ».

Rénovation du parc de logements privés existants : dans le cadre d'opérations de rénovation, des actions sont conduites pour le maintien à domicile des occupants âgés ou à mobilité réduite. Ainsi de 2015 à 2017, **231 logements** ont fait l'objet de travaux, financés par la Métropole par délégation de l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat) et sur fonds propres qui ont concernés notamment les salles de bain (remplacement de la baignoire par une douche à l'italienne), la pose de barres d'appui et de rampes d'accès.

Montpellier Méditerranée Métropole concentre 48 % des places du département de l'Hérault en établissements spécialisés pour personnes handicapées. De par son équipement hospitalier, la Métropole reste le secteur privilégié pour l'installation de nouveaux équipements.

Enfin, sur la commune de Castelnau-le-Lez, il est intéressant de signaler que la Métropole a agréé en 2016 en plus des opérations précédemment citées, 20 logements locatifs sociaux dont **10 seront domotisés, accessibles et adaptés aux personnes à mobilité réduite en situation de grande dépendance et constitueront la première Unité de Logement de Services (ULS) de la région.**

Le GIHP assurera au sein même de la résidence une permanence 24h/24h d'auxiliaires de vie. Les Résidents pourront ainsi vivre chez eux, en milieu ordinaire, en toute sécurité. Un **appartement relais** est également prévu pour des personnes qui, après une période de soins, ont besoin d'un temps d'adaptation avant de retourner à leur domicile.

Pour assurer une meilleure information, la loi du 11 février 2005 incite les Commissions Communales pour l'Accessibilité à organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles.

Il s'agit d'un besoin important exprimé de la part des personnes handicapées. A titre d'exemple, un tiers des demandes d'intervention recensées au CCAS concernent la question du logement.

L'Etat et l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) ont signé une convention le 14 février 2017 au niveau national qui prévoit notamment le lancement d'un recensement auprès des bailleurs sociaux des logements adaptés au vieillissement et au handicap en fonction de critères communs simplifiés. Cette convention devrait aider à la mise en place du système de recensement.

5/ L'ACCES AUX SERVICES PUBLICS MUNICIPAUX POUR TOUS

Attentive à l'intégration des personnes en situation de handicap dans la Cité, la Ville de Montpellier développe différentes opérations dans le domaine de l'accueil, de l'emploi et de l'accès aux services et offres de la vie quotidienne et sociale. C'est dans cette logique d'accessibilité, que la Ville a multiplié le nombre d'heures auprès des interprètes en LSF pour toutes les réunions publiques, **programmations culturelles, traduction des Conseils Municipaux, etc.** Le Marché Public spécifique s'élève sur l'année 2017 à près de **40 000 € TTC, soit 727 heures de traduction en moyenne. Ce montant est en constante augmentation depuis 2015.**

5.1) Les Etablissements d'accueil des jeunes enfants :

- **Formation volontaire et individuelle** à destination des professionnels des établissements d'accueil du jeune enfant 9 mois – 3 ans (via l'offre de formation du CNFPT : « *L'accueil et l'intégration d'un enfant porteur de handicap en établissement d'accueil de jeunes enfants* »).
- **Accueil de tout enfant porteur de handicap**, après avis du médecin de crèche qui vérifie la compatibilité de la nature du handicap avec l'accueil en structure collective ou chez une assistante maternelle du Service d'Accueil Familial. En effet, l'ensemble des EAJE (Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant) de la ville de Montpellier a signé « *la charte de l'accueil d'enfants en situation de handicap* » qui les engage depuis 2006.
- **Soutien logistique accordé à l'association « Les enfants d'Hélène »** (quartier Malbosc). Ce Centre de loisirs créée en 2008 et ouvert début 2009, accueille 31 enfants (dont 15 en situation de handicap) les mercredis et lors des vacances scolaires (8h30-18h) sur le Groupe Scolaire François Mitterrand, (quartier Malbosc). Les enfants en situation de handicap sont porteurs d'autisme, de Troubles du comportement ou sont atteints d'IMC (infirmité motrice cérébrale légère). Les 6 animateurs ont des diplômes APA (Activités Physiques Adaptées) et le BAFD. La spécificité du Centre de Loisirs est de mixer les enfants par groupe (un groupe de 5 enfants dont 2 enfants en situation de handicap avec 3 enfants valides sous la responsabilité d'un animateur). Un Pôle adolescent est venu compléter le Centre de Loisirs.
- **Aide au fonctionnement de la crèche associative « La Coccinelle »** (quartier des Cévennes) pour un montant de **128 810 € (année 2015) et 113 690 € (année 2016) et 126 876 € (année 2017)**. Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, la ville verse à l'association une prestation de service (1,85 euro par heure facturée) qui est identique aux autres crèches associatives subventionnées dans le cadre du CEJ. La spécificité de cette crèche est d'accueillir 41 enfants valides et malentendants. Le personnel est formé à la langue des signes et des encadrants malentendants ont été recrutés pour mieux les accueillir.

5.2) Les Ecoles Primaires :

- **Formation des ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) à la prise en charge des enfants handicapés (3-6 ans) dans les écoles maternelles de la Ville.** Les 412 ATSEM de la Ville (342 postes fixes et 70 remplaçantes) sont toutes parties en formation (plan de formation sur 3 ans).
- Plus de 21 400 enfants sont scolarisés dans les 123 écoles de la Ville de Montpellier. Parmi eux, 832 sont en situation de handicap dont **224 scolarisés dans les 20 ULIS (Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire, ex-CLIS Classes d'Inclusion Scolaire)** car ils présentent des troubles des fonctions cognitives ou mentales, des troubles spécifiques du langage et des apprentissages, des troubles envahissants du développement (dont l'autisme), des troubles des fonctions motrices, des troubles de la fonction auditive, des troubles de la fonction visuelle ou des troubles multiples associés (pluri-handicap ou maladies invalidantes). Les 832 enfants en situation de handicap sont accompagnés par 440 aides humaines (AVS) à qui la Ville propose (pour ceux qui sont volontaires) des contrats d'animateurs sur le temps du midi pour accompagner les enfants en situation de handicap. Au sein des 20 classes ULIS, la Ville de Montpellier met au total 20 personnels **ATSEM à disposition auprès de l'enseignant spécialisé.**
- **Sensibilisation de plus de 500 animateurs de la Ville dans le cadre de leur formation (BAFA, BAFD, BPJEPS) à l'accueil des enfants en situation de handicap sur les temps périscolaires et extrascolaires.**
Pour favoriser l'accueil des enfants (crèche, écoles, Restauration Scolaire) porteur d'un handicap ou d'une maladie, **mise en place de Projets d'Accueil Individualisé médical.** Le PAI a pour objectif de définir la prise en charge dans le cadre scolaire et périscolaire de l'élève au regard de ses spécificités et d'assurer la communication avec la communauté éducative de l'établissement.



- La Ville de Montpellier a organisé en octobre 2016 au Centre de Loisirs Astérix (Grammont) un séminaire sur l'accueil des enfants en situation de handicap. Le but était d'améliorer l'accueil des enfants à besoins spécifiques. Ainsi près de 72 participants étaient réunis représentant la Ville de Montpellier, l'Education Nationale (directeurs d'école, Inspecteurs de l'Education Nationale, psychologue scolaire, enseignants référents, conseillers pédagogiques, etc.), des parents d'élève, de la DPMIS (Direction de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé), de la MDPH, de la CAF, du milieu associatif. Les ateliers ont porté sur :
 - préparation et anticipation de l'accueil d'un enfant en situation de handicap

- Le partage et la circulation des informations
- La gestion de la vie quotidienne (sieste, restauration scolaire, etc.)
- L'accessibilité des TAP
- La formation du personnel

La synthèse de ce séminaire a permis l'élaboration en 2017 d'un document ressource, diffusé à 2 000 exemplaires, à l'attention des enseignants et du personnel municipal intitulé « *Pour un accueil de qualité de l'enfant en situation de handicap* ». Il rappelle les textes législatifs pour l'accueil de l'enfant, les relations avec la famille, les différents acteurs et intervenants dans l'école, l'organisation des accueils péri et extrascolaires, une charte de confidentialité, etc.

- Dans le cadre des TAP (Temps d'Activités Périscolaires), plusieurs associations développent des ateliers de sensibilisation au handicap auprès des scolaires.

Grâce à sa politique dynamique et la qualité de ses projets en direction des enfants et de ses jeunes habitants, le Jury d'UNICEF France a décerné le 17 mai 2017 le titre « *Ville amie des enfants* » à la Ville de Montpellier. Cette distinction décernée par l'UNICEF (United Nations International Children's Emergency Fund / Fonds des Nations Unies pour l'Enfance) récompense la Ville de Montpellier pour ses actions vers ses habitants les plus jeunes dans les domaines de l'ouverture et de la découverte, de l'art et de la culture, de la santé et de la prévention, de la sensibilisation au handicap, de la solidarité et du vivre ensemble.

« *Ville amie des enfants* » a été créée en 2002 en France à l'initiative de l'UNICEF France et de l'Association des Maires de France.



5.3) L'Espace Montpellier Jeunesse :

La plaquette de présentation de l'Espace Montpellier Jeunesse a été traduite en braille pour que les déficients visuels accèdent aux offres de logement, de formation, d'emploi, etc.

Le déménagement des locaux actuels vers l'ancien Hôtel de Ville au Printemps 2018, permettra une meilleure accessibilité au service des jeunes handicapés ou PMR

5.4) Les bureaux de vote :

Les 131 bureaux de vote de la Ville sont accessibles pour les personnes à mobilité réduite grâce à la réalisation de plans inclinés par les services techniques municipaux. Les lieux de vote, qui sont souvent des écoles, auront une accessibilité complète au fur et à mesure des travaux de mises en accessibilité des ERP à travers les Ad'AP. Des isoloirs pour les personnes handicapées sont également installés dans tous les bureaux de vote. Le personnel du bureau de vote est sensibilisé à l'accueil des personnes handicapées.

5.5) Les services administratifs :

Dans la suite de la formation 2013-2014 (cf. Annexe 7) pour le référencement Qualiville (150 agents avaient été formés à une sensibilisation à l'accueil d'un usager en situation de handicap et une initiation à la LSF), et comme en 2016 plus de 50 personnes (dont 10 du CCAS) ont été sensibilisées à la LSF en novembre 2017. Formés par l'ARIEDA (Association Régionale pour l'Intégration et l'Education des Déficients Auditifs) de Montpellier, le coût de ces séances (près de 350 €) a été pris en charge par le FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans le Fonction Publique) dans le cadre du conventionnement avec la Ville de Montpellier.

5.6) Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier :

Deux bandes de guidage permettent aux déficients visuels de se rendre jusqu'au siège du CCAS (125 place Thermidor).

Une balise sonore située sur la façade peut être activée par la télécommande universelle qui indique aux déficients visuels qu'ils sont bien arrivés à destination. Ces télécommandes sont offertes (une vingtaine 20 par an, valeur 30 € TTC) par la Métropole et distribuées par le CCAS aux déficients visuels habitant la Métropole sur justification de domicile et présentation de leur carte d'invalidité. Les deux sites du CCAS, le siège et l'antenne de la Mosson, sont équipés à l'accueil de boucle à induction magnétique pour les personnes déficientes auditives. Des casques sont mis à disposition pour amplifier le volume sonore.



5.7) Le Sport :

- **Octroi à 16 associations de créneaux dédiés à la pratique sportive des personnes handicapées** dans les infrastructures de la Ville (1 464 heures pour un montant de près de 79 000 euros), **mise à disposition d'animateurs diplômés** pour l'accueil du public handicapé sur certains événements ou manifestations (Ville à vélos, Fête des sports, Ovalie Tour, M Tour, Tournoi Foot-CESDA, les 10 km de Montpellier, etc.), **octroi de financements pour les associations sportives** (près de 34 000 euros). Près de mille personnes en situation de handicap bénéficient annuellement des animations proposées par le Service de Sports.

5.8) La Culture :

- « **Nuit Magique au Zoo** » est un évènement mondial initié par la fondation hollandaise « *Dreamnight at the zoo* » dont l'objectif est d'offrir une soirée unique et festive à des enfants suivis médicalement, de leur faire découvrir comme VIP les enclos et d'accéder avec les soigneurs au plus près des animaux. Cet événement mondial se déroule le premier vendredi du mois de juin (vendredi 2 juin pour l'édition 2017), au sein des parcs zoologiques partenaires. Cette prestation est basée sur un principe de bénévolat et partenarial. Le personnel du Zoo Municipal du Lunaret de Montpellier pilote cette opération depuis 2014. Chaque année, 320 personnes, dont 80 enfants en situation de handicap ou malade et leurs familles sont invités. Les enfants sont issus d'associations en situation de handicap ou de structures hospitalières médicalisées. Une soirée musicale avec un repas encadrés par des animateurs déguisés en clowns clôture cet après-midi unique.



- Développement d'un partenariat entre le Cinéma Nestor BURMA (Celleneuve) et les associations « Les enfants d'Hélène » dans le cadre de l'opération « Ciné-ma Différence ». Le but est de proposer chaque troisième dimanche du

mois des séances de cinéma ouvertes à tous, accessibles à des personnes en situation de handicap (autisme, polyhandicap...) qui d'habitude les exclues - elles et leurs familles - des loisirs culturels. Ces séances bénéficient d'aménagements spécifiques : lumière s'éteignant doucement, son abaissé pour ne pas agresser des personnes pouvant souffrir d'hyperacousie, respect du droit de chaque spectateur à exprimer ses émotions à sa manière et avec les moyens de communication dont il dispose. Les premières séances ont eu lieu en 2012. En 2017, 10 dessins animés et films pour un public familial en version OCAP (version française sous-titrée en français) ont réuni au total **389 spectateurs**. La salle est équipée du dispositif Twavox qui est un système d'amplification pour boucle inductive ou casque audio. Via une application, les spectateurs malentendants peuvent lire les sous-titres sur leur téléphone ou amplifier le son. Les malvoyants peuvent aussi y suivre le film en audio description.

- Depuis 2009, Label « Tourisme et Handicap » de l'Office de Tourisme de la Ville, devenu Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'accueil des 4 types de handicap (auditif, visuel, cognitif, moteur). Proposition de visites guidées adaptées pour les personnes en fauteuil roulant et aux personnes mal ou non voyantes. Documentation spécifique sur place de « l'Offre adaptée ». Un agent saisonnier formé à la langue des signes (LSF) accueille les personnes sourdes durant la période estivale.



- Trois initiatives portées par Montpellier Méditerranée Métropole illustrent la volonté d'une politique culturelle pour tous : :
 - 1) **L'espace HOMERE** de la Médiathèque Emile Zola dispose de 4 cabines de lecture assistée par ordinateur. Grâce aux logiciels JAWS (synthèse vocale qui traduit le texte en son), OPENBOOK (reconnaissance de caractère), ZOOMTEXT (grossissement de caractère) ainsi qu'au logiciel de transcription en braille, l'utilisateur accède aux 160 000 documents numériques ou scannés de la médiathèque et peut se rendre sur Internet.
 - 2) **Le Musée FABRE** a ouvert ses portes en 2007. L'accès, les visites guidées et les ateliers de pratique artistique sont accessibles aux personnes handicapées et à mobilité réduite :
 - les visiteurs en situation de handicap mental peuvent faire appel aux dispositifs de médiation et d'accompagnement via le personnel d'accueil,
 - pour les personnes en fauteuil ou fatigables, des fauteuils roulants sont prêtés sur simple demande à l'accueil. Un guide de visite spécifique « Le musée en douceur » propose un itinéraire permettant via une signalétique de se repérer et de choisir un cheminement adapté. L'auditorium possède plusieurs emplacements pour les fauteuils roulants.
 - pour les visiteurs en situation de handicap auditif, des boucles magnétiques sont connectées aux audio-guides. Une boucle à induction magnétique est aussi installée dans l'auditorium du musée. Le visiteur malentendant peut aussi télécharger librement l'ensemble des commentaires des audio-guides sur le site

du musée Fabre <http://museefabre.montpellier3m.fr/Publics/Handicap>
Des visites régulières et thématiques en LSF sont aussi organisées.

- pour les personnes en situation de handicap visuel, un itinéraire de guidage adapté (cheminement podotactile) permet d'accéder au musée depuis l'arrêt de la station de tramway *Corum*. Les chiens guides d'accompagnement ont également accès au musée. Des audio-guides sont disponibles au tarif de 1 euro. Le guide de visite dispose d'une partie en braille. Des bornes d'information permettent au fil du parcours d'identifier le thème et le numéro de la salle grâce à une signalétique en braille. Certaines salles proposent des classeurs contenant des textes en braille et en gros caractères, décrivant le thème de la salle et la liste des artistes. Une maquette tactile représentant les bâtiments permet au public déficient visuel d'appréhender l'espace.



© musée Fabre, Montpellier Méditerranée Métropole

Toutes ces actions ont été récompensées par le prix « *Patrimoine pour Tous* » décerné par le Ministre de la Culture en janvier 2016.

Le musée FABRE a présenté du 10 décembre 2016 au 10 décembre 2017, une exposition unique en France : *"L'Art et la Matière - Galerie de sculptures à Toucher"*. À cette occasion, le visiteur valide ou PMR est invité à appréhender les moulages du bout des doigts et à vivre une expérience nouvelle, intime et sensorielle des collections du musée dans un espace muséographié, conçu comme un véritable parcours initiatique pour découvrir l'art autrement en lien avec la Fédération des Aveugles et amblyopes de France (FAF-LR). L'exposition propose ainsi au visiteur une découverte insolite de l'art grâce au toucher de dix moulages de sculptures. Certains proviennent des collections du musée FABRE (Houdon, L'Été et l'Hiver; Bourdelle, Tête de l'éloquence) et d'autres du fonds du musée du Louvre (Duccio, Barye, Chaudet). Elles offrent ainsi un riche panorama de l'histoire de la sculpture, de l'Antiquité au XX^e Siècle. Fort de cette réussite avec 92 423 visiteurs, l'exposition se déplacera de manière innovante, « Hors les murs », du 8 janvier au 21 mars 2018, dans les locaux de la Maison Pour Tous Georges BRASSENS, avec des ateliers de découverte artistique et de modelage pour les enfants et leurs parents des crèches de la Mosson.



© musée Fabre, Montpellier Méditerranée Métropole

3) Parcours pour l'accueil des personnes en situations de handicap sur les lieux d'Art développé depuis 2016 par la Direction Culture et Patrimoine (DCP) de la Ville de Montpellier :

- **visites pour les déficients visuels au Carré-Sainte-Anne et au Pavillon Populaire.** Ces visites ont eu lieu en 7 dates spécifiques pour 5 expositions (Jonathan MEESE, Jean-Michel OTHONIEL, Notes sur l'Asphalte, William GEDNEY et Ralph GIBSON). Les dates des visites sont fixées par l'équipe de médiation, et annoncées sur l'ensemble des outils de communication produits par le service des Lieux d'Art et d'Histoire ainsi que par mail auprès des contacts du service médiation. Ces visites ont eu lieu lors de chaque exposition un mercredi à 16h. Lors des Journées du Patrimoine des 16-17 septembre 2017, une visite a été organisée spécifiquement pour un groupe mixte de déficients visuels (10 maximum) et de voyants. Elles ont rassemblé 93 personnes (contre 76 en 2016).
- **visites sur rendez-vous pour les personnes en situation de handicap moteur de l'Association des Paralysés de France (APF)** pour l'ensemble des expositions du Pavillon Populaire, du Carré-Sainte-Anne et de l'Espace Dominique BAGOUET. Les 5 rendez-vous ont rassemblé 58 personnes, contre 67 en 2016.
- **visites spécifiques avec l'Association Française des Trauma-Crâniens (AFTC)** pour l'ensemble des expositions du Pavillon Populaire, du Carré-Sainte-Anne et de l'Espace Dominique BAGOUET. Les 5 rendez-vous ont rassemblé 88 personnes (98 en 2016). La plupart de ces rendez-vous ont eu lieu pendant les visites programmées du « Grand Public » afin de travailler (à la demande de l'association) la dimension inclusive.
- **visites avec les ESAT** pour l'ensemble des expositions du Pavillon Populaire, du Carré-Sainte-Anne et de l'Espace Dominique BAGOUET. Les 22 rendez-vous dans l'année ont rassemblé 212 personnes, contre 97 en 2016.
- **visites en lien avec l'UGECAM-CRIP** (Union Générale des Caisses d'Assurance Maladie-Centre de Rééducation et d'Insertion Professionnelle réservé aux personnes Reconnues en Qualité de Travailleurs Handicapés). Visites sur rendez-vous par la structure pour l'ensemble des expositions du Pavillon Populaire, du Carré-Sainte-Anne et de l'Espace Dominique BAGOUET. Les 5 rendez-vous ont rassemblé 58 personnes (56 en 2016).
- **visites avec les Hôpitaux de jour.** pour l'ensemble des expositions du Pavillon Populaire, du Carré-Sainte-Anne et de l'Espace Dominique BAGOUET, soit 8 rendez-vous rassemblant 55 personnes (41 l'an dernier)
- **Visites pour les déficients auditifs** au Carré-Sainte-Anne et au Pavillon Populaire. Nouveauté pour 2017, ces visites ont eu lieu sur 5 dates pour les 5 expositions (Jonathan MEESE, Jean-Michel OTHONIEL, Notes sur l'Asphalte, William GEDNEY et Ralph GIBSON). Les dates de ces visites étaient fixées par l'équipe de médiation, et annoncées sur l'ensemble des outils de communication produits par le service des Lieux d'Art et d'Histoire ainsi que par mail auprès des contacts du service médiation. Ces visites ont eu lieu un dimanche à 11h par exposition en même temps que le public entendant, permettant ainsi une mixité des publics. La visite est traduite par un interprète en Langue des Signes Française. Elles ont rassemblé seulement 11 personnes, un effort de communication spécifique auprès des associations de personnes sourdes sera entrepris en 2018.

Ainsi, au total la DCP a accueilli 575 personnes en situation de handicap pendant l'année 2017 (435 en 2016) sur un total de 6 387 personnes guidées sur rendez-vous (5 689 en 2016).

Cet accueil des publics aux différents types de situation de handicap est mené sur les Lieux d'Art depuis 2011.

4) Du mois de mars à fin 2017, la Direction de la Culture et du Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole a réalisé une étude sur *l'action culturelle à destination des publics dits « empêchés »*.

Cette notion désigne les personnes qui sont en difficulté pour se déplacer physiquement dans les lieux/espaces culturels, soit en raison d'une incapacité physique, soit parce que leur situation nécessite la présence ou l'autorisation d'un tiers.

- Les personnes en situation de handicap (loi du 11 février 2005)
- Les personnes hospitalisées
- Les personnes âgées accueillies en EHPAD
- Les personnes détenues (accord le 25 janvier 1985)
- Les jeunes suivis par la Protection Judiciaire de la Jeunesse

Le rôle de la culture semble être déterminant dans une logique d'intégration et de cohésion sociale. Sur le territoire de la Métropole, de nombreux acteurs proposent des interventions à destination de ces publics.

L'objectif de cette étude était d'avoir une vision d'ensemble des interventions réalisées par les acteurs culturels du territoire envers ces publics, afin de pouvoir définir le rôle et la place de Montpellier Méditerranée Métropole.

Plusieurs réunions, ateliers et Comité de Pilotage ont eu lieu à la Salle Jacques 1^{er} d'ARAGON, à la Médiathèque Emile ZOLA, etc. pour recueillir, entre autres, les activités existantes et des besoins des personnes en situation de handicap en matière d'activités culturelles. La synthèse de cette étude sur l'action culturelle à destination des Publics Empêchés a permis une meilleure connaissance des actions existantes et leurs appréciations par les publics touchés. La Direction de la Culture de la Métropole reconduira annuellement ces réunions pour ajuster l'offre à destination des Publics Empêchés.



5) Les Journées Européennes du Patrimoine des 16 et 17 septembre 2017, ont permis pour la première fois de recenser tous les lieux d'art et d'histoire sur le territoire de la Ville de Montpellier et de la Métropole qui sont accessibles aux personnes en situation de handicap. Le programme mentionnait aussi les activités inclusives avec le logo adéquat à la déficience. Des perspectives d'amélioration ont ainsi été ciblées pour la prochaine édition.



5.9) Développement d'actions facilitant l'accès aux services et offres de la vie quotidienne et sociale :

- **Soutien financier et matériel aux associations intervenant auprès de personnes handicapées :** en 2017, 67 925 € ont été octroyés sur la délégation Handicap et Accessibilité.
- La Direction du Protocole de la Ville de Montpellier a fait l'acquisition en 2015 d'une **plateforme élévatrice portable** 9 000 euros afin que les personnes en situation de handicap puissent accéder au podium lors de cérémonies extérieures ou pour d'autres événements. La LIFTBOY 100 S a une capacité de charge de 225 kg et peut être installée très facilement par les agents en charge des manifestations.



5.10) Accompagner les personnes handicapées et leurs proches :

- Subventionnement pour 7 500€ pour 2017 par les Directions Enfance (4 500€ et Réussite Educative 3 000€) depuis plusieurs années de l'association « **Halte Pouce** ». Cette structure fonctionne sous la forme d'un réseau d'écoute, de répit et de soutien, d'aide et d'accompagnement aux familles ayant en charge un enfant porteur de handicap et aux adultes handicapés, autour de plusieurs axes : espace ressources tous handicaps et centre de formation dédié aux secteurs sociaux, médico-sociaux et scolaires. Dans le domaine de la petite enfance, leur action consiste à soutenir les familles et les professionnels de la petite enfance qui ont à charge des enfants porteurs d'un handicap. Au total, plus de 250 familles, dont 22% issus de Quartiers Politique de la Ville (QPV), ont fait appel à la structure pour de l'appui technique de montages de dossiers auprès de la MDPH, pour la rédaction de courriers à caractère juridique ou administratif et comme médiateur auprès de structures scolaires ou hospitalières.
- Parallèlement, dans les locaux de l'APF (Association des Paralysés de France), l'association a développé un Service d'Aide à la Personne (S.A.P) qui permet aux familles de recruter un répétiteur (aide à la scolarité), une aide humaine pour de la garde d'enfants ou des soins à domiciles, etc.

